

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



DOSSIER CHINE :
Mao Tsé-toung contre
le révisionnisme

N° 9 NOUVELLE SÉRIE

5 FRANCS

OCTOBRE 76

SOMMAIRE

- **EDITORIAL** p. 3
- **COORDINATION DES LUTTES :**
Après la réunion de Besançon p. 4
- **DOSSIER CHINE :**
Déclaration du Parti Communiste Révolutionnaire p. 7
Message du Comité Central du
Parti Communiste Chinois p. 8
La lutte contre le révisionnisme en matière
d'édification du Parti p. 10
Contre le Révisionnisme, approfondir
l'édification du socialisme p. 16
La lutte contre le révisionnisme dans
le mouvement communiste international p. 22
Quelques citations p. 27
- **LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE FACE
AU COMLOT IMPÉRIALISTE** p. 29
- **LE PLAN BARRE : coup d'envoi d'une
nouvelle phase de la politique de crise** p. 31
- **QUAND LE PLAN MANSHOLT
N'EST PLUS NÉCESSAIRE** p. 35

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCRml

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Envoyez à FRONT ROUGE
B.P. 68 - 75019 PARIS

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE

POUR LA FRANCE

	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F

LE NUMERO 5 F

envoyez à FRONT ROUGE
B.P. 68
75019 PARIS

CCP 31 191 14 La Source

COMITÉ DE RÉDACTION

Max CLUZOT (*directeur politique*)
Annie COSSIN (*secrétaire de rédaction*)
Julien ESTEVE
Gabriel FÉRREOL
Michel FLORAC
Jean-Pierre MORVAN
Guý MORY
Stéphane RAYNAL
Charles VILLAC
Jean-François VITTE

**DÉCLARATION DE PRESSE DU BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE MARXISTE-LÉNINISTE**

Le Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste dénonce vigoureusement le contenu du plan Barre, et appelle les travailleurs à refuser d'en payer les conséquences.

Il s'agit d'une attaque sans précédent depuis vingt ans contre le pouvoir d'achat et l'emploi des masses populaires.

● La valorisation des cotisations de sécurité sociale, qui s'accompagne d'une détérioration générale du système de santé, l'augmentation spectaculaire du coût de l'essence, ainsi que celui de la vignette traduisent deux amputations importantes du pouvoir d'achat. Et en même temps que ces attaques contre le pouvoir d'achat sont portées, le plan Barre annonce une politique de blocage des salaires, au nom de la soi-disant symétrie avec le blocage des prix. Les prix sont peut-être provisoirement bloqués aujourd'hui, mais les trois mois précédents ont été utilisés largement par le gouvernement pour renchérir les tarifs qu'il fixe directement : en bloquant les salaires aujourd'hui, Barre cherche à empêcher les travailleurs de récupérer toutes ces diminutions de leur pouvoir d'achat.

● Le plan Barre est muet sur la question de l'emploi, et c'est pourtant là-dessus qu'il développe les plus sérieuses attaques. Alors que l'année passée a vu la croissance continue du chômage atteindre un million six cent mille travailleurs, le plan d'austérité en prenant pour axe l'assainissement de l'économie va desserrer tous les freins à la croissance du chômage : restructurations accélérées, élimination renforcée des nombreuses petites entreprises non compétitives ! Déjà il est prévu que dans les trois mois trois cent cinquante mille jeunes supplémentaires se retrouveront sans emploi. Au même moment, et pour créer une pression supplémentaire sur les salaires, le système d'indemnisation des chômeurs va être modifié, et devenir encore plus draconien, avec entre autres la refonte de l'indemnisation à 90 % pour les licenciements économiques.

● Quant à l'enveloppe globale des indemnisations sécheresse, on sait déjà qu'elle est fortement insuffisante pour combler tous les dégâts. Refusant de faire connaître tout de suite la répartition de cette indemnisation, Barre essaie de gagner du temps et de camoufler comment cette aide va être en priorité accaparée par les paysans riches, ou par les régions qu'il s'agit pour le gouvernement de subventionner en prévision des prochaines élections. La répartition scandaleuse du premier acompte, fin août, a déjà donné aux petits paysans une idée des manœuvres gouvernementales.

● Enfin Barre n'a pas manqué d'assortir toutes ses propositions anti-populaires, d'un chantage ouvert à la répression, menaçant de recourir à la force contre toute action susceptible de remettre en cause ses mesures. Un tel langage n'est pas pour surprendre, il indique clairement que la bourgeoisie ne compte guère sur ses appels à la solidarité nationale pour empêcher le développement de la riposte des ouvriers et des petits paysans, et qu'elle cherche avant tout à intimider les travailleurs par la menace.

Le PCRml appelle les ouvriers et les petits paysans à s'organiser dès aujourd'hui pour refuser ce nouveau chantage à la crise, pour faire payer cette crise à la bourgeoisie. Il appelle ces travailleurs à s'opposer à toutes les tentatives de division menées par la bourgeoisie, avec la campagne sur l'impôt-sécheresse, pour séparer ouvriers et petits paysans. Il appelle les travailleurs à rejeter ceux qui proposent d'attendre 78 et les prochaines élections, et à opposer tout de suite une vaste riposte d'ensemble à ces attaques de la bourgeoisie.

COORDINATION DES LUTTES

Après la réunion de Besançon des 10 et 11 septembre

UN PREMIER BILAN

Les 5 et 6 juin 76 à Besançon se tenait, avec des entreprises en lutte pour l'emploi (dont cinq occupées : Lip, Idéal-Standard, Soplec, Caron-Ozanne, Griffet) une première «coordination». Cette initiative venait en son temps, après des débats, de premiers échanges d'expérience lors de «journées portes ouvertes» (chez Griffet, puis Lip et Réhault). Des militants syndicaux engagés dans des luttes de longue durée pour la sauvegarde de l'emploi (dans des entreprises touchées par la liquidation, les licenciements collectifs) exprimaient de la sorte, spécifiquement, une aspiration profonde de milliers de travailleurs en lutte : rassembler leurs efforts, contribuer à construire un rapport de force contre la crise...

Depuis, une nouvelle réunion de «coordination des

luttes» s'est tenue à Besançon (les 10 et 11 septembre) sur le seul terrain des «entreprises occupées, en conflit de longue durée, pour l'emploi», après une vive polémique dans les Confédérations (CFDT aussi bien que CGT) sur le sens d'une telle initiative. De leur côté, plusieurs sections syndicales ou militants CGT et CFDT en butte à des licenciements répressifs couverts, voire organisés, par le ministère du Travail (Durafour et désormais Beullac) ont commencé à se regrouper, comme lors du meeting de Clichy du 12 juin (où se retrouvaient des «licenciés Durafour» de Bourgogne-Electronique, Bourgeois, Assistance Publique de Garches, CREA-Marseille, Livre parisien autour de la CGT des Câbles de Lyon) ou au cours du soutien aux 23 licenciés de la Thomson-LCC (Bourgogne-Electronique) de Dijon...

Des invitations avaient été envoyées à une soixantaine de boîtes en lutte pour l'emploi. Il n'en est venu que neuf. On pourrait dire «déjà neuf», mais il faut tout de même répondre à la question : pourquoi, alors que manifestement la nécessité de coordonner les luttes est une aspiration qui se développe dans la classe ouvrière, aussi peu de boîtes étaient représentées à Besançon les 10 et 11 septembre ? Les arguments techniques, comme les difficultés de liaison ou les multiples tâches à prendre en mains dans chaque usine occupée ne peuvent certes pas constituer une réponse satisfaisante. S'il est vrai que ces problèmes se posent, il semble bien que les raisons profondes sont ailleurs.

L'idée qui avait conduit les militants de ces usines en lutte à convoquer un week-end de travail les 6 et 7 juin reposait sur la nécessité de sortir de l'isolement, de commencer à constituer un rapport de forces au niveau national dans la mesure où les confédérations syndicales ne prenaient en aucune façon cette tâche en mains. C'était

LA CONDAMNATION PAR LA CONFÉDÉRATION CFDT (Extraits de la note du secteur Action Revendicative du Bureau National du 24-6-76 parue dans «Nouvelles CFDT»)

«En quoi une coordination extra-syndicale des luttes peut-elle aider à la solution de conflits aussi différents que Griffet, Caron-Ozanne, Lip, etc... ? Par contre, nous voyons bien comment cette structure extra-syndicale, et à la limite anti-syndicale, va servir, pour tenter d'imposer aux autres travailleurs organisés une pseudo-solidarité, exclusivement orientée vers les objectifs des groupes extra-syndicaux qui l'ont constituée. (...) Les organisations de la CFDT doivent refuser de se prêter à cette manipulation des travailleurs par des groupes extérieurs, même s'il s'agit de militants CFDT (...).»

donner des perspectives d'une dimension beaucoup plus large aux milliers de travailleurs qui depuis de longs mois occupent leurs usines et que la bourgeoisie ignore. Unir les luttes, rassembler les travailleurs, tel était le fil conducteur qui depuis les nombreuses «portes ouvertes» jusqu'au 6 juin, conduisait l'action de ces militants.

La deuxième réunion de la coordination a précisé les choses, tant du point de vue des objectifs qu'elle se fixe, que de la stricte délimitation de sa composition. Il s'agit en effet de coordonner les travailleurs en lutte pour l'emploi et qui occupent leurs usines. Un document de travail de la réunion indique à ce sujet que «la coordination se définit dans le temps et dans

l'espace». De ce fait, une des licenciées de Bourgogne-Electronique venue participer aux travaux n'a pas été admise.

Les nombreux problèmes qui se posent dans les usines occupées pour l'emploi ont constitué l'essentiel des travaux de ces deux journées. Les participants se sont répartis en commissions de travail sur les différents thèmes : les 90 %, l'information, la dynamique interne des luttes, la répression dans ces luttes... Des idées intéressantes ont apparues, des initiatives ont été décidées (sortie d'affiches communes, fabrication commune d'objets, échange rapide des informations...). Ces contacts, ces échanges sont des faits positifs mais il est des problèmes plus cruciaux qui se posent aujourd'hui aux travailleurs en lutte et qui n'ont été qu'effleurés à Besançon.

DES MÉTHODES DIFFÉRENTES MAIS UN OBJECTIF COMMUN

Immédiatement après la réunion du 6 juin, le secteur

«action revendicative» de la CFDT publiait une violente attaque contre les participants, allant jusqu'à les taxer d'anti-syndicaux. La levée de boucliers de nombreux militants et sections syndicales de la CFDT contre ces calomnies obligea la direction confédérale à mettre un peu d'eau dans son vin. On pouvait alors lire dans Syndicalisme-Hebdo que «ce rassemblement mettait en évidence des problèmes auxquels il n'avait pas été suffisamment prêté attention». Cette remarque s'accompagnait évidemment d'une mise en garde sur «les risques de débordements». Dans la foulée, la FGM convoquait pour le 9 octobre une réunion nationale de ses responsables, salle Wagram à Paris pour «étudier les problèmes qui se posent dans les luttes aujourd'hui».

C'est la manière forte qu'a choisie la direction CGT pour empêcher que ne se propage l'exemple de Besançon dans ses rangs. Six militants CGT de l'IMRO, accusés de «fractionnisme» ont été exclus. L'UD-CGT de Clermont-Ferrand profère des menaces à l'endroit de la section de la SCPC : «Il ne peut y avoir deux CGT, nous allons régler cette affaire».

Prendre les devants ou réprimer, les tactiques différentes visent un objectif commun : étouffer dans l'œuf tout rassemblement des luttes qui en se développant, remettrait nécessairement en cause les projets des appareils confédéraux. Au moment où Séguéy déclare «qu'il ne se réjouit pas des luttes qui s'annoncent» et où Maire se fait tant tirer l'oreille pour s'associer à la journée du 7 octobre, on voit clairement les intentions qui sont les leurs à propos des luttes des travailleurs. Nous sommes dans une période pré-électorale et il n'est pas question pour eux de se lancer dans de grands mouvements dont les coordinations pourraient bien être le point de départ. Comme la colère est grande et que la volonté de lutte se développe dans la classe ouvrière, il faut stopper rapidement ce jeu danois. C'est ce qui

explique la rapidité et la violence des interventions confédérales.

UNE COORDINATION POUR QUOI FAIRE ?

Tout au long des travaux de la deuxième réunion, derrière les discussions sur «les problèmes qui se posent lors d'occupations d'usines» apparaissait en filigrane le débat sur la voie à suivre. Que faire de cette coordination ? Une réunion de travail qui servira, en quelque sorte, à mettre les confédérations «au pied du mur» en leur montrant que «quelque chose ne va pas», ou bien en faire l'embryon d'un rassemblement plus large de l'ensemble des luttes de la classe ouvrière ? Tels sont les termes du débat. Il semble bien que c'est la première voie qui l'ait emporté à Besançon sans que ce débat de fond n'ait été réellement engagé.

Il est vain de vouloir concilier ce qui n'est pas conciliable. Si l'on s'engage dans la voie d'un réel rassemblement des travailleurs en lutte, il est évident que l'on devra affronter la répression (sous une forme ou sous

«PUISQUE NOUS SOMMES SEMBLABLES...»

(Extraits de la déclaration issue de la première coordination de Besançon du 6-6-76)

«Nous avons connu le même processus qui aboutit à la fermeture, nous sommes tous en occupation, nous avons tous besoin d'organiser la lutte à l'intérieur et de la populariser à l'extérieur, nous avons tous besoin d'un rapport de force puissant pour déjouer les pièges du pouvoir et du patronat. Puisque nous sommes «semblables», sortons de notre isolement, échangeons nos idées, coordonnons nos actions, créons de nouveaux réflexes d'unité, de nouvelles habitudes dans le mouvement ouvrier, dans le syndicalisme».

une autre) des directions confédérales. Leurs projets politiques sont différents, ils ne peuvent s'accommoder d'un développement des luttes. Inversement, si l'on se limite à interpellier Maire et Séguéy pour qu'ils se préoccupent de prendre en mains la coordination des luttes, on ne risque pas la répression mais alors, point de développement de l'action.

La conférence de presse qui clôturait ces journées était bien sûr principalement centrée sur cette question :

comment la coordination se définit-elle par rapport aux organisations syndicales ? C'est une réponse claire qui était apportée : les sections syndicales CGT et CFDT qui participent à la coordination se situent strictement dans le cadre de leurs organisations syndicales respectives, elles n'ont pas à prendre d'initiatives en lieu et place de celles-ci. Cette prise de position très nette n'a de toute façon pas empêché les révisionnistes qui dirigent la FFTL d'exclure les militants de l'IMRO.



Si aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de mener la lutte dans le cadre des structures syndicales, il n'en reste pas moins que si l'on veut s'engager dans un réel mouvement de coordinations des luttes inter-syndicales et à l'échelle du pays tout entier, il faudra bien mettre en place des structures qui le permettent. Également se pose la question de l'unification de toutes les luttes des masses populaires, celles des paysans, les luttes dans les quartiers, celles de la jeunesse... Unir l'ensemble de ces luttes en un large front pose inévitablement la question du cadre dans lequel ce rassemblement pourra s'effectuer. Parler de coordination des luttes et ne pas envisager cette question, c'est se lier les mains, se condamner d'avance à n'être que l'aiguillon des directions confédérales, c'est s'imposer soi-même l'interdiction de franchir les limites fixées par les révisionnistes et les réformistes, eux qui ne veulent à aucun prix de ce rassemblement.

LA NÉCESSAIRE DYNAMIQUE OFFENSIVE

Le petit nombre d'usines représentées ne peut constituer un argument solide pour expliquer le manque de perspectives d'action. Certes, il faut être prudent, ne pas se lancer dans des actions irréfléchies qui donneraient des armes aux directions syndicales pour isoler et finalement étouffer ces premiers rassemblements. Mais, posons-nous la question :

comment rallier les dizaines d'entreprises en lutte si rien ne se fait, si aucune action mobilisatrice et efficace ne démarre ?

La colère grandit dans la classe ouvrière, les travailleurs sont à la recherche de perspectives pour mener une lutte conséquente contre la bourgeoisie. Pour aussi intéressants et nécessaires qu'ils soient, les débats tels qu'ils se sont déroulés, et surtout

les initiatives réduites sur lesquelles ils ont débouché ne sauraient suffire à créer une dynamique offensive de lutte à laquelle pourraient se rallier en masse les travailleurs. Là encore deux voies sont possibles : ou l'on attend d'être nombreux pour s'engager plus à fond dans l'action ou l'on commence à engager le processus en prenant des initiatives à la mesure de ce que l'on peut réaliser. Les directions confédérales justifient leur inaction en accusant les travailleurs de ne pas vouloir lutter. Rien de plus surnois quand on voit que précisément si les travailleurs hésitent par moments à s'engager dans la lutte, une des raisons en est le manque de perspectives que se gardent bien de leur donner les Séguy-Maire.

Pour offrir aux travailleurs une alternative crédible, il faut bien commencer avec les forces dont on dispose à engager l'action. On ne peut espérer que seules des réu-

raisons qui explique la faible participation à la réunion de Besançon.

LA PERSPECTIVE IMMÉDIATE DES COORDINATIONS RÉGIONALES

Un des mérites de la deuxième réunion de Besançon, aura été de mettre l'accent sur un point essentiel aujourd'hui à propos des coordinations de luttes, celui du rassemblement au niveau régional. Pour les travailleurs, la perspective est bien plus immédiate, possible à mettre rapidement sur pieds. Pour que toutes les luttes puissent converger au niveau de la France entière, il est déjà nécessaire qu'elles se coordonnent, se rassemblent, au niveau de la région ou de la localité.

Mais là-aussi, les problèmes rencontrés à Besançon se retrouvent posés : s'il était

des UD. Bien, mais pour faire quoi ? On ne se réunit pas pour le seul plaisir de se réunir, c'est bien pour l'efficacité de la lutte qu'on le fait. Or précisément, dans l'écrasante majorité des cas, (et la quasi-totalité pour la CGT) ce sont les hommes du programme commun qui contrôlent les instances régionales ou départementales.

On peut essayer de prendre le problème par tous les côtés, on en revient finalement tôt ou tard à se retrouver face aux appareils syndicaux, étroitement contrôlés par le P.C.F. et le P.S. Il faut en être bien conscients, on ne peut faire l'économie de la bataille contre eux si l'on est décidé à engager le combat pour faire payer la crise à la bourgeoisie. Et aujourd'hui, engager le combat, cela veut dire rassembler les luttes des ouvriers, des paysans, des femmes, des jeunes ; les luttes pour l'emploi et celles pour les salaires ; les luttes pour les conditions de travail et celles contre la répression, ceci au



nions périodiques de travail, (certes toujours intéressantes), soient en mesure de constituer un puissant facteur de mobilisation. Nul doute que c'est là, une des

dit à ce sujet qu'au niveau régional, il semblait possible de réunir toutes les luttes, il était clairement affirmé que ce rassemblement devait s'effectuer autour des UL et

niveau des localités, des régions. C'est seulement sur cette base que pourra se développer ce large front de lutte auquel aspirent les travailleurs.

DOSSIER CHINE



MAO TSE TOUNG CONTRE LE REVISIONISME

MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE MARXISTE-LENINISTE AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

C'est avec une profonde émotion que nous avons appris la mort du camarade Mao Tsé TOUNG, grand dirigeant du prolétariat international.

La disparition du camarade Mao Tsé TOUNG endeuille l'ensemble des peuples et des forces révolutionnaires dans le monde.

A la tête du Parti Communiste Chinois, s'appuyant sur la formidable énergie révolutionnaire du peuple chinois, il a dirigé les luttes grandioses de celui-ci, pour sa libération et son émancipation.

De l'expérience révolutionnaire du peuple chinois, il a tiré des enseignements à portée universelle, apportant un enrichissement inestimable à la théorie marxiste-léniniste.

De l'étape de démocratie nouvelle jusqu'aux transformations socialistes de la société chinoise, il a tracé la voie de la victoire pour le peuple chinois, pour sa libération et l'édification de la société socialiste. Il a développé et impulsé la lutte contre le

révisionnisme moderne, contre toutes les tentatives de la bourgeoisie pour reprendre le pouvoir en Chine.

Sous sa clairvoyante direction, le prolétariat et le peuple chinois ont consolidé leur pouvoir, la dictature du prolétariat, mettant en échec les tentatives de restauration capitaliste.

Prenant la pensée maotsetoung pour guide, s'appuyant sur les leçons de la révolution chinoise, le prolétariat révolutionnaire de notre pays en deuil aujourd'hui, transformera sa douleur en une détermination plus grande pour les victoires de la révolution socialiste.

Notre Parti affirme sa solidarité militante avec le peuple et le Parti Communiste Chinois ; aux côtés de ceux-ci, il rend un vibrant hommage au camarade Mao Tsé TOUNG.

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME !
VIVE LA PENSÉE MAOTSETOUNG !

MESSAGE

- DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS,
- DU COMITÉ PERMANENT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE,
- DU CONSEIL DES AFFAIRES D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE,
- ET DE LA COMMISSION MILITAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS,

A TOUT LE PARTI, A TOUTE L'ARMÉE ET AU PEUPLE DE NOS DIVERSES NATIONALITÉS

Le Comité Central du Parti Communiste Chinois, le Comité Permanent de l'Assemblée Populaire Nationale de la République Populaire de Chine, le Conseil des affaires d'Etat de la République Populaire de Chine et la commission militaire du Comité Central du Parti Communiste Chinois ont l'extrême douleur d'annoncer ce qui suit à tout le Parti, à toute l'armée et au peuple de nos diverses nationalités : le camarade Mao Tsé-toung, grand dirigeant bien-aimé de notre Parti, de notre armée et de notre peuple multinational, grand éducateur des prolétaires et des nations et peuples opprimés du monde, président du Comité Central du Parti Communiste Chinois, président de la Commission militaire du Comité Central du Parti Communiste Chinois, président honoraire du Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, est décédé à Pékin, le 9 septembre 1976, à 0 h 10, des suites d'une maladie qui s'était aggravée malgré les soins méticuleux et multiples qui lui ont été prodigués.

Le président Mao Tsé-toung est le fondateur et le dirigeant clairvoyant du Parti Communiste Chinois, de l'armée populaire de Libération de Chine et de la République Populaire de Chine. C'est sous sa direction que notre Parti a mené une lutte longue, aiguë et complexe contre

les lignes opportunistes de droite ou de «gauche» au sein du Parti, est venu à bout de celles poursuivies par Tchen Tou-sieou, Kiu Tsieou-pai, Li Li-san, Louo Tchang-long, Wang Ming, Tchang Kouo-tao, Kao Kang-jao, Chou-che et Peng Teh-houai, puis de la ligne révisionniste contre révolutionnaire de Liou Chao-chi, de Lin Piao et de Teng Siao-ping dans la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, si bien que notre Parti n'a cessé de se développer et de se renforcer au fil des luttes de classes comme de la lutte entre les deux lignes. C'est sous la direction du président Mao que le Parti Communiste Chinois a grandi en suivant une voie sinueuse pour devenir le grand, glorieux et juste parti marxiste-léniniste, qui dirige aujourd'hui la République Populaire de Chine.

Durant la période de la révolution de démocratie nouvelle, se basant sur la vérité universelle du marxisme-léninisme et en l'unissant à la pratique concrète de la révolution chinoise, le président Mao a défini, de façon créatrice, la ligne générale et la politique générale de la révolution de démocratie nouvelle, créé l'Armée Populaire de Libération de Chine et indiqué qu'en Chine, la prise du pouvoir par la lutte armée ne pouvait suivre d'autre voie que celle qui consiste à établir des bases d'appui à la campagne et à encercler

les villes à partir de la campagne pour prendre finalement les villes. Et c'est sous sa direction que notre Parti, notre armée et notre peuple ont renversé, par la guerre populaire, la domination réactionnaire de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, remporté la grande victoire de la révolution de démocratie nouvelle et fondé la République Populaire de Chine. La victoire de la révolution du peuple chinois dirigée par le président Mao a changé la situation en Orient et dans le monde, et ouvert une voie nouvelle pour la cause de la libération des nations et des peuples opprimés.

Dans la période de la révolution socialiste, le Président Mao a fait un bilan complet de l'expérience positive et négative du mouvement communiste international, analysé de façon approfondie les rapports de classe dans la société socialiste, avancé de façon explicite et pour la première fois dans l'histoire du développement du marxisme, l'idée que les classes et la lutte de classes existent encore après que la transformation socialiste de la propriété et des moyens de production a été pratiquement achevée, formulé la thèse scientifique selon laquelle la bourgeoisie existe au sein du Parti Communiste, énoncé la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du

prolétariat et défini la ligne fondamentale du Parti pour toute la période historique du socialisme.

Guidés par la ligne révolutionnaire prolétarienne du Président Mao, notre Parti, notre armée et notre peuple, avançant sur leur lancée victorieuse, ont remporté de grandes victoires dans la révolution et l'édification socialistes, et notamment celles de la grande révolution culturelle prolétarienne, de la critique de Lin Piao et Confucius et de la lutte pour critiquer Teng Siao Ping et repousser la déviation de droite qui contestait les conclusions justes. Maintenir le socialisme et consolider la dictature du prolétariat en République Populaire de Chine, ce pays au territoire immense et à la population nombreuse, telle est la grande contribution de portée historique mondiale que le Président Mao Tsé-toung a apportée à notre époque, et cela fournit en même temps une nouvelle expérience pour la lutte dans le mouvement communiste international pour combattre et prévenir le révisionnisme, pour la consolidation de la dictature du prolétariat, pour la prévention de la restauration du capitalisme, et pour l'édification du socialisme.

Ses victoires, le peuple chinois les a remportées sous la direction du Président Mao, ce sont autant

de grandes victoires de la pensée maotsetoung. Le rayonnement de la pensée maotsetoung éclairera toujours la voie du peuple chinois dans sa marche en avant.

Le Président Mao Tsé Tse a fait le bilan de la pratique révolutionnaire du mouvement communiste international, formulé une série de thèses scientifiques, enrichi le patrimoine théorique du marxisme, indiqué au peuple chinois et à tous les peuples révolutionnaires du monde l'orientation à suivre dans la lutte. C'est avec la force de caractère propre à un révolutionnaire prolétarien qu'il a déclenché dans le mouvement communiste international la grande lutte pour la critique du révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques, ce qui a encore stimulé l'essor vigoureux de la cause révolutionnaire du prolétariat mondial et de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme, et fait progresser l'histoire de l'humanité.

Le Président Mao Tsé Tse fut le plus grand marxiste de notre époque. Pendant plus d'un demi-siècle, conformément au principe de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution et dans la longue lutte contre les ennemis de classe à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, au sein comme en dehors du Parti, il a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme. Inscrivant un chapitre des plus glorieux dans les annales du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Toute son énergie, il l'a consacrée à la cause de la libération du peuple chinois, à la cause de la libération des nations et des peuples opprimés du monde entier, à la cause du communisme. C'est avec toute la volonté d'un révolutionnaire prolétarien qu'il a lutté avec

opiniâtreté contre la maladie, continuant malgré celle-ci à diriger le travail de tout le Parti, de toute l'armée et de tout le pays et combattant jusqu'à son dernier souffle de vie. L'immense mérite qu'il s'est acquis au service du peuple chinois, du prolétariat international et des peuples révolutionnaires du monde est immortel. Cela lui a valu l'affection sincère et la vénération sans borne du peuple chinois et des peuples révolutionnaires du monde.

La disparition du Président Mao Tsé Tse est une perte incalculable pour notre Parti, pour notre armée comme pour notre peuple multinational, pour le prolétariat international et les peuples révolutionnaires de tous les pays de même que le mouvement communiste international. Elle causera une douleur extrêmement grande à notre peuple et aux autres peuples révolutionnaires. Le Comité Central du Parti Communiste Chinois appelle tout le Parti, toute l'armée et le peuple multinational tout entier à muer leur douleur en force :

Nous resterons fidèles aux dernières volontés du Président Mao en continuant invariablement à axer tout notre travail sur la lutte de classes, en maintenant fermement la ligne fondamentale du Parti, en persévérant dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.

Nous resterons fidèles aux dernières volontés du Président Mao, en renforçant la direction unique du Parti, en sauvegardant résolument la cohésion et l'unité du Parti, en serrant les rangs autour du Comité Central du Parti. Dans la lutte entre les deux lignes, nous renforcerons l'édification du Parti sur les plans idéologique et organisationnel et, conformément aux cinq conditions requises pour la formation

des continuateurs, nous appliquons fermement le principe de la triple union des cadres âgés, d'âge moyen et jeunes.

Nous resterons fidèles aux dernières volontés du Président Mao, en consolidant la grande union de notre peuple multinational dirigée par la classe ouvrière et basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans, en menant en profondeur la critique de Teng Siao Ping, en poursuivant la lutte contre la déviation de droite qui contestait les conclusions justes, en consolidant et en développant les conquêtes de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, en soutenant avec ardeur les réalités nouvelles du socialisme, en limitant le droit bourgeois, en consolidant toujours plus la dictature du prolétariat dans notre pays. Nous continuerons à mener les trois grands mouvements révolutionnaires que sont la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique et édifierons le socialisme selon le principe : indépendance et autonomie ; compter sur ses propres forces ; travailler dur ; édifier le pays avec diligence et économie ; déployer tous les efforts ; aller toujours de l'avant ; quantité, rapidité, qualité et économie.

Nous resterons fidèles aux dernières volontés du Président Mao, en appliquant fermement la ligne du Président Mao en matière d'édification de l'armée, en renforçant l'édification de l'armée et celle de la milice populaire, en renforçant nos préparatifs en prévision d'une guerre et en redoublant de vigilance pour être toujours prêts à anéantir tout ennemi qui oserait envahir notre pays. Nous libérerons Taïwan.

Nous resterons fidèles aux dernières volontés du Président Mao, en continuant à appliquer avec fermeté sa ligne et sa politique révolutionnaires

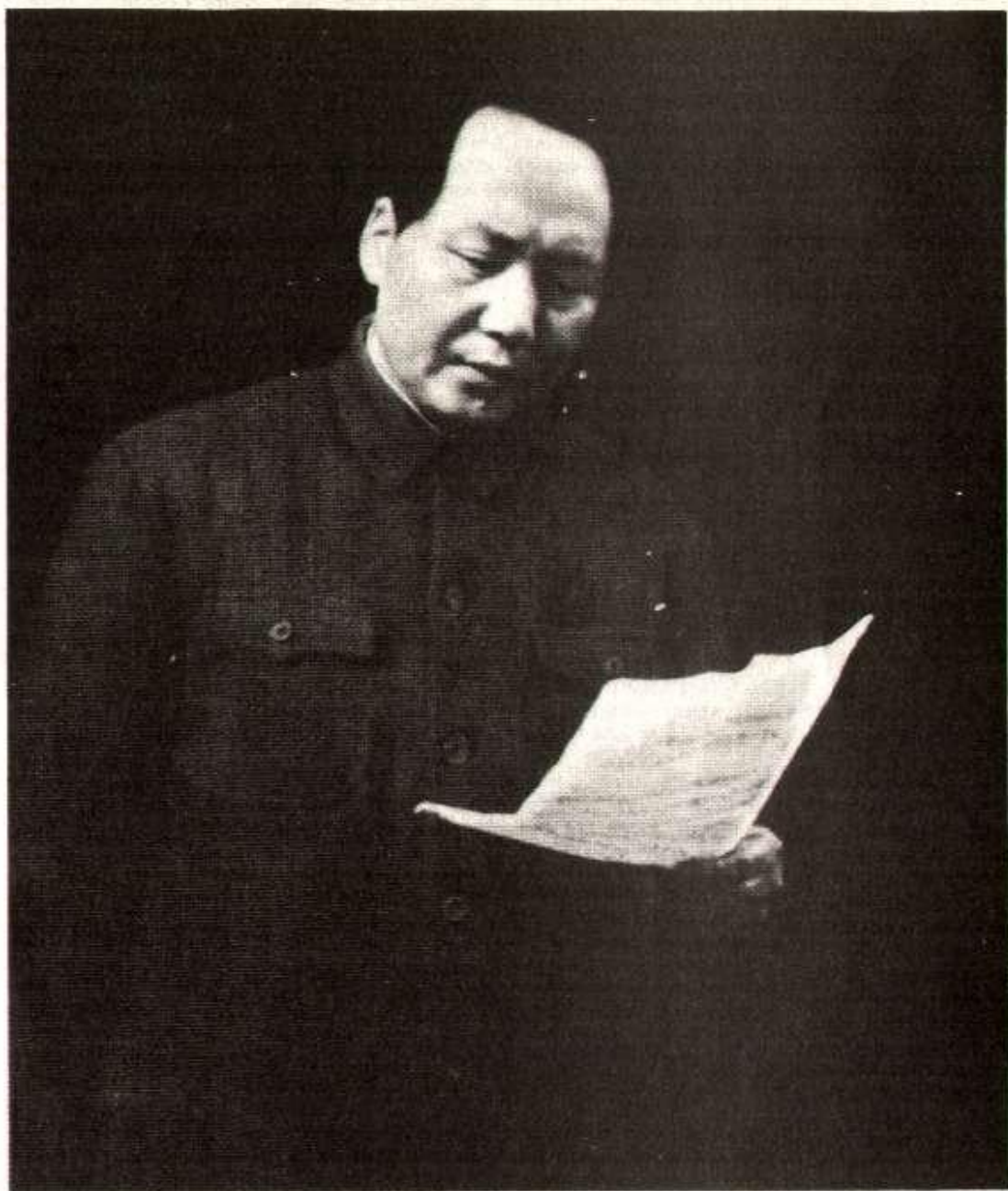
pour les affaires étrangères. Nous resterons fidèles à l'internationalisme prolétarien, renforcerons l'union de notre Parti avec les partis et organisations authentiquement marxistes-léninistes du monde entier, renforcerons l'union du peuple chinois avec les peuples de tous les pays, et surtout avec ceux du Tiers-Monde, et sur le plan international, nous unirons à toutes les forces susceptibles d'être unies pour mener jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne. Jamais, nous ne prétendrons à l'hégémonie ni ne serons une super-puissance.

Nous resterons fidèles aux dernières volontés du Président Mao, en étudiant avec application le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsetoung, en travaillant assiduellement les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et celles du Président Mao, en luttant pour renverser définitivement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, pour substituer la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie, pour assurer le triomphe du socialisme sur le capitalisme, pour faire de notre pays un Etat socialiste puissant, pour apporter autant que possible une contribution relativement grande à l'humanité et pour réaliser finalement le communisme.

VIVE LE MARXISME, LE LÉNINISME, LA PENSÉE MAOTSETOUNG TOUJOURS VICTORIEUX !

VIVE LE GRAND, GLOIREUX ET JUSTE PARTI COMMUNISTE CHINOIS !

LE PRÉSIDENT MAOTSE TSE TOUNG, NOTRE GRAND DIRIGEANT ET NOTRE GRAND ÉDUCATEUR, VIVRA ÉTERNELLEMENT !



**LA LUTTE CONTRE
LE REVISIONNISME
EN MATIERE
D'EDIFICATION
DU PARTI**

Le Parti Communiste Chinois s'est édifié dans de grandes luttes de lignes qui, dans leur essence, avaient pour enjeu la victoire de la ligne marxiste-léniniste contre la ligne révisionniste. Même si les conceptions révisionnistes ne se sont pas toujours systématisées jusqu'à se former en ligne, elles n'en ont pourtant pas moins constitué une des cibles des grands mouvements de lutte engagés dans le Parti Communiste Chinois.

Nous examinerons notamment les luttes victorieuses engagées par le PCC contre Liou Chao-chi, Lin Piao et Teng Siao-ping, sous l'angle de la lutte contre les conceptions révisionnistes en ce qui concerne l'édification du Parti et sa liaison avec les masses.

La révisionnisme est une forme de l'idéologie bourgeoise. Ce que répudiaient les révisionnistes, c'est l'idéologie prolétarienne, la théorie marxiste-léniniste. Le contenu de leurs propositions, c'est le concentré de l'intérêt de classe de la bourgeoisie. A la conception prolétarienne du monde, ils opposent la conception bourgeoise, au point de vue matérialiste, ils opposent le point de vue idéaliste, à la méthode dialectique, ils substituent la métaphysique. Mais, pour tromper la classe ouvrière et les masses populaires, ils sont contraints de se masquer : c'est sous couvert de marxisme-léninisme qu'ils tentent d'introduire leur camelote dans le Parti. Ce qu'ils recherchent par tous les moyens dans le parti, c'est à imposer leur ligne révisionniste, c'est à transformer celui-ci en son contraire : ils veulent faire du Parti Communiste, instrument de la dictature du prolétariat, un parti révisionniste, instrument de la dictature de la bourgeoisie.

PRATIQUER LE CENTRALISME DÉMOCRATIQUE CONTRE LES MENÉES SCISSIONISTES

Les positions révisionnistes tendent à couper le parti des masses, nient la nécessité d'une lutte de ligne consciente. Elles s'opposent aussi en tout point au fonctionnement centraliste démocratique du parti, à l'élaboration scientifique de sa ligne politique. La critique du programme théorique de Lin Piao a permis de dénoncer l'apriorisme idéaliste prôné par celui-ci, la connaissance ne viendrait pas de l'expérience et de l'étude, de l'enquête, mais elle serait innée. En

effet, la théorie ne s'élaborerait pas en liaison avec la pratique, en liaison avec l'expérience, mais surgirait du cerveau lui-même. La réflexion, la pensée ne seraient pas le reflet de la réalité objective, mais seraient inhérentes au cerveau et pourraient se développer selon la méthode du raisonnement logique indépendamment de la connaissance sensible, indépendamment de la pratique et de l'expérience. C'est mieux que la connaissance n'est correcte que dans la mesure où elle se conforme au monde objectif. C'est entretenir un divorce grave entre l'objectif et le subjectif, c'est rendre le parti incapable de refléter dans sa ligne, sur la base de sa pratique sociale et celle des masses, la réalité objective. Mais si les positions révisionnistes s'opposent radicalement à l'élaboration d'une juste ligne politique, c'est bien parce qu'elles tentent de faire prévaloir des intérêts de classe contradictoires avec ceux des masses. Elles ne peuvent donc que tenter de saboter la concentration des idées justes des masses. Ce que les révisionnistes cherchent à systématiser, ce sont les idées erronées, les idées qui reflètent l'intérêt de la bourgeoisie. Colportant la théorie du génie, Lin Piao veut imposer ses propres idées bornées, réactionnaires, ses jugements négatifs sur la Grande Révolution Culturelle. Teng Siao-ping préfère faire confiance aux experts, aux spécialistes plutôt qu'à la vérité issue de la systématisation de la pratique sociale de centaines et de centaines de millions d'hommes.

Si les révisionnistes tentent de concentrer les idées réactionnaires dans leur ligne, c'est qu'ils veulent

faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, c'est qu'ils veulent revenir en arrière, restaurer le capitalisme. Mais cela ne correspond pas aux besoins, à la réalité de la Chine en train de construire le socialisme. Et ces besoins, cette réalité, c'est par le centralisme démocratique dans le parti qu'ils peuvent être élaborés et se former en propositions d'action pour poursuivre la révolution. Mais comme ils se trouvent à l'intérieur du Parti Communiste, les tenants de la ligne révisionniste vont tenter de contourner l'obstacle que constitue pour eux le centralisme démocratique. En vue d'imposer leur ligne, ils vont tenter d'usurper le pouvoir. Ainsi, ils n'apparaissent évidemment pas à visage découvert mais se proclament au contraire les plus marxistes. Liou Chao-chi affirmait que la lutte devait être menée d'une «manière appropriée» et qu'à la fois dépasser les bornes et être trop modéré étaient des activités à combattre. Teng Siao-ping jura de ne pas remettre en cause les conclusions justes de la Révolution Culturelle. Mais fondamentalement, leur logique, c'est celle de l'intrigue et du complot. Lin Piao, de ce point de vue, a parfaitement illustré cette logique. Il a fomenté en cachette un coup d'État contre-révolutionnaire, cherchant à renverser la dictature du prolétariat. Mais ce qui est commun à ces démarches révisionnistes, même si elles doivent recourir à des artifices nouveaux, afin de tromper la vigilance accrue du parti et des masses, c'est la transgression totale du centralisme démocratique. C'est la recherche de la scission, de la division, c'est la constitution de coterie, de clans, par la flatterie, les faveurs, afin de tenter des coups de force.



Mao Tsé-toung présente un rapport à l'Institut Lou Sin des Arts et Lettres de Yenan, en mai 1938.

Contre ces conceptions et ces pratiques, le camarade Mao Tsé-toung a affirmé et montré le lien entre centralisme démocratique et conception prolétarienne du monde. Il a montré en quoi il ne s'agissait pas d'une simple question de méthode, mais d'un principe de fonctionnement du parti indispensable à la construction d'une ligne juste. Il a, par ses ouvrages philosophiques, enrichi la théorie marxiste-léniniste de la connaissance. Armé et mobilisé, le PCC a pu mettre en échec complots et intrigues. Synthétisant cette lutte de principe contre le révisionnisme sur la question du centralisme, le camarade Mao Tsé-toung a appelé à «pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer de complots ni d'intrigues».

POUR UNE LUTTE CONSCIENTE ENTRE DEUX LIGNES

Mais une autre constante essentielle des positions révisionnistes au sein du PCC, dans le cadre de la construction du socialisme, c'est la théorie de l'extinction de la lutte de classe, et par là même, de son reflet dans le parti : la lutte entre deux lignes. Dès les années 50, Liou Chao-chi vante les «mérites de l'exploitation» et préconise de «consolider l'ordre de la démocratie nouvelle». A ce moment décisif, la révolution démocratique populaire vient de l'emporter en Chine à l'échelle nationale. Deux voies s'ouvrent alors à la Chine : ou développer le capitalisme et l'exploitation et se mettre sous la direction de la bourgeoisie et des anciennes classes exploiteuses ; ou engager résolument l'étape de la révolution socialiste. C'est à cette dernière alternative que s'opposera Liou Chao-chi, tentant de détourner les masses populaires de la tâche de l'édification socialiste. En 1956, alors que la transformation socialiste des moyens de production est pour l'essentiel accomplie, la question se pose : classes et lutte de classes continuent-elles d'exister ? La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie est-elle toujours la principale contradiction intérieure ? Liou Chao-chi répondra : «la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie a été fondamentalement résolue», affirmant que la contradiction principale intérieure «est la contradiction entre le système socialiste avancé et les forces productives sociales arriérées».

D'après cette théorie des forces productives, le développement social est uniquement le résultat naturel du développement de celles-ci, en particulier du développement des moyens de production. Sous la dictature du prolétariat, cela signifie, notamment au moment où est réalisée pour l'essentiel la transformation socialiste de la propriété des moyens de production, que la question de savoir qui l'emportera du socialisme ou du capitalisme, est réglée : la tâche du Parti et de l'État consiste alors simplement à développer la production et il n'est plus besoin de continuer la révolution. Cette théorie nie la thèse de Marx selon laquelle «le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même».

Cette théorie nie le rôle révolutionnaire des masses, l'effet stimulant que joue la transformation des rapports de production dans le développement des forces productives, et la transformation de la superstructure dans le développement de la base économique. Cette théorie, c'est la négation de la

gens» et «une autre partie des gens». Après des luttes d'ampleur contre Liou Chao-chi et Lin Piao, et après avoir été lui-même critiqué, Teng Siao-ping montrera qu'en réalité ses positions sont en continuité avec celles de Liou Chao-chi : mettant les trois directives sur le même plan, il nie la nécessité de prendre la lutte de classes comme axe. Mais nier ainsi la lutte de classe, c'est gommer la lutte entre les deux lignes dans le parti, c'est gommer l'existence de contradictions de classe dans le parti. Lin Piao affirmait «la paix entre deux parties conduit à la fraternité». Voilà une négation nette de l'essence même du matérialisme dialectique. Dans «De la contradiction», le camarade Mao Tsé-toung écrit : «La loi de la contradiction inhérente aux choses, aux phénomènes, ou loi de l'unité des contraires, est la loi fondamentale de la dialectique matérialiste». Et les positions révisionnistes qui consistent à masquer la réalité de la lutte de lignes dans le parti ont une fonction bien précise : désarmer les camarades du parti quant à cette lutte afin



Mao Tsé-toung dirige la guerre populaire

poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat. Mais, si le seul développement de la production est envisagé, indépendamment de la révolution, c'est en réalité la régression de la production et le retour au capitalisme.

C'est ce qui est apparu nettement avec les tentatives de Lin Piao et Teng Siao-ping, dans la période ultérieure, mais qui se joue déjà avec Liou Chao-chi. Lin Piao, lors de la Grande Révolution Culturelle, identifie la lutte entre les deux classes et entre les deux lignes à des contradictions entre «une partie des

d'imposer leur marchandise frelatée, à l'insu des membres du parti. De même que tous leurs efforts en direction des masses consiste à gommer l'enjeu de classe des luttes, à obscurcir la lutte entre deux voies qui se mène en leur sein, de même, les positions révisionnistes ont pour objectif d'obscurcir dans le parti lui-même les enjeux des luttes, afin de tromper plus facilement le parti. Nier l'existence de cette lutte de ligne dans le parti, c'est essayer d'enlever les moyens aux membres du parti d'élever leur capacité de discernement quant à la lutte entre deux lignes. C'est tenter de laisser



1939 : Mao Tsé-toung s'entretient avec des paysans à Yen-an

libre cours au développement de la ligne révisionniste, c'est ouvrir la porte à la dégénérescence révisionniste du parti. En effet, la ligne marxiste-léniniste ne peut se construire, ne peut s'affirmer que contre la ligne révisionniste. Par la lutte entre deux lignes, liée à l'étude des textes théoriques, le parti renforce son assimilation du marxisme-léninisme ; par cette lutte se construit et se renforce l'unité du parti ; par cette lutte s'affirment les idées justes contre les idées fausses. Cette lutte de ligne dans le parti ne constitue en aucune façon un phénomène négatif, ou un phénomène accidentel qu'il serait souhaitable d'éviter. La démarche révisionniste, prenant le contre-pied de cette vérité, relègue la question de la ligne à un plan secondaire, pour mettre en avant, en réalité, ses orientations révisionnistes.

Dès la veille de la fondation de la Chine nouvelle, le camarade Mao Tsé-toung précisait que, dans la période qui allait suivre — la période de la révolution socialiste — la contradiction principale à l'intérieur du pays serait « la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ».

En 1962, il précisait « la société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, de même que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, il faut redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste ».

Voilà qui armait, de façon décisive, le parti pour la lutte contre les tenants de la ligne révisionniste. Mais face à ceux qui gommaient la lutte de ligne dans le parti, qui en masquaient l'enjeu, le camarade Mao Tsé-toung précisa nettement : « On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or, elle est dans le Parti Communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie ». Cette vérité, dont le parti et les masses chinoises allaient se saisir, devait permettre de développer une lutte consciente dans le parti, afin de démasquer les responsables engagés dans la voie capitaliste, et que protégeait la théorie révisionniste de l'édification du parti. Éclairés sur les lois de l'édification du parti, conscients du danger révisionniste qui nie ces lois, membres du parti et masses populaires en Chine ont développé un large mouvement d'éducation marxiste en vue d'élever leur niveau de conscience quant à la lutte entre les deux lignes.

AVOIR CONFIANCE DANS LES MASSES OU LES MÉPRISER

Leur conception idéaliste de l'histoire amène nécessairement les révisionnistes, en théorie et en pratique, au plus profond mépris pour les masses.

Selon Liou Chao-chi, les gens du peuple ne recherchent que « bonheur et fortune » et les ouvriers entendent seulement « travailler moins et gagner plus ». Ce qu'il nie, c'est la capacité des masses à participer consciemment à l'édification du socialisme, à s'enthousiasmer pour les réalités nouvelles du socialisme. Lin Piao, de son côté, calomniait le peuple travailleur, le disant tout juste capable d'exprimer des « vœux de bonheur et de richesse » et de penser « à l'huile, au sel, à la sauce de soja, au vinaigre et au bois de chauffage ». Quant à Teng Siao-ping, en tentant de reléguer les ouvriers aux seules tâches de production, il marquait son manque total de confiance en eux. Mais dans ces conditions, pour les révisionnistes, qui crée l'histoire ? Selon Liou Chao-chi, ce seraient des héros, et cette position ayant été dénoncée, critiquée, réfutée par les masses, il proféra une autre absurdité « l'histoire est créée conjointement par les héros et les esclaves ». En réalité, cette théorie tend à semer la confusion et nier que les masses sont la force motrice de l'histoire. Lin Piao développera cette théorie réactionnaire des héros, la théorie du « génie ». Il se comparait à un « coursier céleste », se donnait pour « le noble des nobles », un « surhomme », affirmant que sa « vertu » était un « don du ciel ». Quant à Teng Siao-ping, il marquait sa filiation avec ces positions idéalistes en affirmant « s'appuyer sur les ouvriers, paysans soldats est tout relatif ».

Toutes ces positions sont en

contradiction radicale avec le matérialisme historique, qui affirme que le peuple est le créateur de l'histoire. Tous les grands mouvements d'éducation marxiste engagés dans le PCC se fixeront entre autre comme objectif l'assimilation en profondeur de cette vérité. Pour précisé «le peuple, le peuple seul, est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle». Il ajoutera «les masses sont les véritables héros, alors que nous mêmes, nous sommes souvent d'une naïveté ridicule». Mais ce sont ces vérités que les tenants du révisionnisme refuseront, ils en resteront à leur conception idéaliste de l'histoire.

Nier le principe selon lequel ce sont les masses qui font l'histoire, les conduit nécessairement dans la pratique à la haine du peuple, redouté alors pour ses capacités de mobilisation, de clairvoyance, de critique. Lin Piao démasquera sa position quand il affirmera «s'unir avec la majorité de ceux qui ont une position politique vacillante et des idées erronées». Ainsi, les tenants du révisionnisme sont nécessairement conduits à s'isoler des masses. Leur logique, c'est de tenter par tous

les moyens que les masses restent dans l'ignorance ; à cet effet, ils entretiennent la confusion. Ils craignent et redoutent tout particulièrement l'enthousiasme révolutionnaire des masses. Porteurs d'intérêts contradictoires avec ceux des masses, ils ne peuvent que tenter de tout faire pour que les masses ne prennent pas conscience de cette vérité, ne puissent discerner l'intérêt de classe représenté par la ligne révisionniste. Il font tout pour obscurcir l'enjeu de classe des luttes, brouillant la distinction entre révolution et contre-révolution, entre dictature du prolétariat et dictature de la bourgeoisie. Leur position, c'est celle qui se trouve à l'extrême opposé des masses. Leur hantise, c'est que les masses élèvent leur niveau de conscience politique, leur capacité à distinguer le vrai marxisme du faux. Et que le mouvement de critique se développe, que les masses se mettent en mouvement, alors ils ne peuvent que s'y opposer. Lors de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, Liou Chao-chi avancera le mot d'ordre «tous les hommes sont égaux devant la vérité», tentant

ainsi de transformer une lutte politique acharnée entre prolétariat et bourgeoisie en un débat «purement académique». Il espérait ainsi déposséder les masses de l'initiative et éviter le démantèlement de ses positions. Lin Piao s'attaqua à la grande Révolution Culturelle Proletarienne, la qualifiant «d'outrancière» et de vrai «gâchis». C'était pour tenter de détourner le mouvement de masse de ses objectifs justes : renforcer la dictature du prolétariat, s'attaquer aux positions de la bourgeoisie dans le domaine de la superstructure, s'attaquer aux tenants de la ligne révisionniste dans le parti. Etrangers aux intérêts des masses par leur ligne, les révisionnistes ont pour seul objectif, par rapport aux masses, de les tenir dans l'ignorance de cette vérité, de s'opposer à tout mouvement des masses qui pourrait renforcer la conscience politique de celles-ci. Bien évidemment, cette opposition ne se fait pas ouvertement, ce qui les démasquerait immédiatement, mais cela se réalise par des moyens détournés. Ainsi, prônant l'extinction de la lutte de classe sous le socialisme, Liou Chao-chi et Lin Piao espéraient détourner le peuple chinois de la poursuite de la Révolution sous le socialisme. Ils tentaient ainsi de le confiner dans les seules tâches de production pendant qu'eux mêmes prendraient les mesures pour la restauration du capitalisme. En ne prenant pas pour axe la lutte de classes, Teng Siao-ping poursuivait en réalité le même objectif. Fondamentalement, la position révisionniste vis à vis des masses, c'est la négation des capacités révolutionnaires de celles-ci, c'est l'étouffement de leur initiative, c'est les tenir à l'écart des grandes orientations politiques.

Mais l'échec de ces positions a été cuisant ! En effet, le PCC a su mobiliser par centaines de millions les masses chinoises, appliquant ainsi un principe essentiel du marxisme-léninisme, mettre les masses à même de connaître leur propre intérêt. Les nombreuses luttes engagées au sein du PCC pour une application sans cesse plus consciente de la ligne de masse, sous la direction du camarade Mao Tsé-toung, ont permis de remporter des victoires décisives. Si cela a été possible, c'est d'abord parce que la ligne du PCC concentrait les intérêts de classe du prolétariat et des masses populaires ; si la ligne avait été erronée, n'aurait pas correspondu aux besoins, aux exigences des masses, les liens vivants avec celles-ci n'auraient pu se construire.



Avec des paysans de son village en 1959

Ainsi, quand momentanément, avant la révolution de démocratie nouvelle, une ligne opportuniste de droite ou de gauche l'a emporté, le parti s'est isolé et a subi des revers. Mais avec l'affirmation de la ligne marxiste léniniste, la condition première pour une liaison étroite avec les masses, a été réalisée. Parce que cette ligne reflète les aspirations révolutionnaires des masses, celles-ci, par la lutte, peuvent se l'approprier. Ainsi, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne a consisté en une mobilisation directe de centaines de millions d'hommes, en vue de combattre et prévenir le révisionnisme. Dès l'étape de la révolution démocratique, le parti mobilisait et organisait largement les masses, leur expliquant sans relâche les tâches révolutionnaires de la période. Lors de la grande révolution culturelle, le camarade Mao Tsé-toung indiquait « ligne et point de vue doivent être expliqués constamment et de façon répétée. Si on en parle à une minorité seulement, cela n'ira pas ; il faut les faire connaître aux larges

masses révolutionnaires ». Cette orientation juste a montré avec éclat de quelle énergie révolutionnaire formidable le peuple était capable quand il était mobilisé. Et en même temps qu'il apprend des masses, qu'il s'appuie sur leurs idées justes, sur leurs initiatives, le parti les éduque. Aux luttes de masses grandioses menées dans le cadre de la construction du socialisme, est étroitement liée une étude théorique approfondie. Ainsi, le mouvement de critique de Lin Piao a-t-il été une réfutation de la conception idéaliste de l'histoire, de l'apriorisme. Systématisant, synthétisant l'expérience du parti communiste chinois, avant et après la révolution de démocratie nouvelle, le camarade Mao Tsé-toung a considérablement enrichi le concept de la ligne de masse. Il a montré la nécessité de partir des masses pour retourner aux masses, en vue de synthétiser leurs idées justes et de les leur retransmettre sous forme de propositions qu'elles puissent s'approprier et transformer en action. Mais cette avancée n'a pu se

faire que par une lutte intransigeante contre ceux qui, à l'intérieur même du parti, s'opposaient à cette juste orientation.



C'est en impulsant de grandes luttes pratiques et théoriques contre les conceptions révisionnistes en matière d'édification du parti que le camarade Mao Tsé-toung a enrichi de façon décisive la théorie de l'édification du Parti Communiste. En donnant un contenu vivant et riche au concept de ligne de masse, en précisant la loi de l'édification du parti dans la lutte de ligne, la lutte entre les deux voies, en liant le principe de fonctionnement du parti, le centralisme démocratique, à son caractère de classe et à la conception prolétarienne du monde, le camarade Mao Tsé-toung a apporté une contribution considérable à la théorie marxiste-léniniste du parti.

Mao Tsé-toung au rassemblement de soutien au peuple vietnamien (1965)



CONTRE LA RESTAURATION DU CAPITALISME

APPROFONDIR L'ÉDIFICATION DU SOCIALISME

«Des extraits de cet article ont été publiés dans le Quotidien du Peuple du 28.9.76». (La Rédaction).

En 1949, avec l'écrasement des armées du Kuomintang et la fuite sous protection américaine du dirigeant de la bourgeoisie chinoise, Tchang Kaï Shek, ouvriers et paysans ont conquis tout le pouvoir. L'édification du socialisme est à l'ordre du jour. Mais comment édifier le socialisme ? Pays pillé par les impérialistes depuis un siècle, pays encore marqué par le féodalisme, comment

la Chine peut-elle passer du capitalisme au socialisme ? Comment peut-elle édifier le socialisme, marcher vers le communisme.

Autour de la réponse à ces questions, s'articule la lutte de Mao Tsé Toung contre le révisionnisme dans l'édification d'une Chine socialiste.

Socialisme ou poursuite de la «démocratie nouvelle»

RÉFORME AGRAIRE OU «ÉCONOMIE DU PAYSAN RICHE» ?

En octobre 49, «l'adoption du socialisme en Chine constituera (t-elle) une étape importante à franchir dans un avenir assez éloigné», ou bien est-elle la tâche la plus immédiate, la plus impérieuse ? S'agit-il de «poursuivre la réduction du paiement de la location en nature», système pratiqué dans la base rouge de Yenan de 1940 à 1945, pendant la période de démocratie nouvelle ou de réaliser rapidement la réforme

agraire attendue par des millions de paysans qui n'ont pas assez de terre pour vivre ? S'agit-il de proclamer «les quatre libertés», «la liberté d'acheter et de vendre la terre, de louer des métayers, de choisir les cultures, la liberté des marchés et des prix», ou d'entreprendre la destruction du capitalisme ?

A chaque question, un enjeu de classe ; «aucune réquisition de propriétés en excédent, explique Liou Chao-chi devant le Comité Central du 14 juin 1950, ne doit être imposée aux paysans riches. C'est une politique à long terme... La nécessité d'une éco-

nomie de paysans riches ne cessera que lorsque les circonstances seront propices à l'application extensive de travaux agricoles mécanisés, à l'organisation de fermes collectives et à la réforme socialiste des zones rurales, ce qui prendra un temps assez long».

les paysans pauvres, les paysans sans terre y entrent en masse. Aux équipes de réforme agraire s'ajoutent les «équipes d'assistance mutuelle». C'est l'apprentissage de la coopération.

Vaine tentative pour ouvrir la voie au capitalisme : dans les campagnes, la réforme agraire soulève l'enthousiasme ; jugés par des «tribunaux du peuple», les propriétaires terriens les plus hâs sont condamnés, des associations paysannes se créent sous l'impulsion des «équipes de réforme agraire» dirigées par le Parti ;

Au printemps 51, pour arracher leurs terres à la convoitise des paysans riches, des paysans pauvres du Shansi s'unissent et forment les premières coopératives agricoles.

D'emblée, l'édification du socialisme se pose comme une lutte de classe.

DÉTRUIRE LE CAPITALISME

En 1949, les entreprises aux mains des capitalistes compradores - alliés aux impérialistes - ont été réquisitionnées, sans compensation. Seules, les entreprises de la bourgeoisie nationale (20 % du total) ont été laissées à leurs propriétaires. Faut-il les laisser se développer ? «Grâce à cette forme d'exploitation, affirme Liou Chao Chi, la production se développera, et, partant, les possibilités d'emploi augmenteront». L'approvisionnement en matières premières étant sous contrôle de l'Etat, même pour le secteur privé, ne sera-t-il pas ainsi «facile» de passer du capitalisme au socialisme ?

«Production avant tout», «expansion économique et production d'abord» deviennent les mots d'ordre de base pendant la guerre de Corée. Relevant la tête, les capitalistes reprennent stockage et spéculation, commercent sans contrôle de l'Etat, excitant la colère du peuple.

L'extension du capitalisme est brisée par la lutte de classe : à l'appel du Parti Communiste, ouvriers, ménagères, petits employés dénoncent la liberté pour le capitalisme et ceux qui en profitent. Ainsi sont jugés des capitalistes et des membres du Parti complices de leurs trafics. Leurs entreprises sont nationalisées.

Premiers mouvements d'éducation sous le socialisme, le «San Fan» et le «Wu Fan» (1951-1952) montrent où est la force qui édifie le socialisme : dans la classe ouvrière, dans le peuple.



Pour la création de l'industrie pétrolière à Tating.

La bataille pour la collectivisation

A l'intérieur même du Parti, les mêmes qui refusaient la réforme agraire refusent les coopératives sous prétexte qu'elles «dépassent le niveau de conscience politique des masses» ; à leur instigation, une politique de «réduction énergétique» est appliquée contre l'avis du Comité Central.

En 1955, 650 000 coopératives existent mais aux mains de qui ? «Sur la question de l'appartenance de classe», Mao souligne la même année : «Nous devons faire en sorte que s'organisent tout d'abord les éléments actifs des couches suivantes de la population rurale :

- 1-Les paysans pauvres
- 2-Les nouveaux paysans moyens pauvres.
- 3-Les anciens paysans moyens-pauvres». (Sur le problème de la coopération agricole).

Paysans riches ou paysans pauvres, la différence est celle qui existe entre «deux lignes politiques», entre ceux qui «partent de la position de la bourgeoisie» et ceux qui «s'en tiennent à la position de la classe ouvrière».

«Partant de la position de la bourgeoisie, des paysans riches, ou de celle des paysans moyens aisés, qui ont une tendance spontanée au capitalisme, certains camarades abordent de façon erronée le problème capital de l'alliance des ouvriers et des paysans. Ils s'imaginent que la situation actuelle du mouvement de coopération est dangereuse... Nous estimons quant à nous que c'est juste le contraire... La différence... traduit toute la divergence existant entre deux lignes politiques» (Sur le problème de la coopération agricole).

Dès 1955, le problème est posé par Mao Tsé-toung en termes de lignes politiques opposées. Sa solution ? C'est remettre la direction des coopératives aux mains des paysans pauvres les plus conscients des bienfaits de la collectivisation.

«Les organes dirigeants des coopératives doivent être composés pour les 2/3 environ de paysans pauvres, et pour 1/3 environ, mais pas plus de paysans moyens». (Notes introductives pour «L'Essor du Socialisme» 1955).

Et il ajoute :

«Nous devons choisir ceux d'entre eux qui ont une conscience politique plus élevée et une plus grande capacité d'organisation, afin de les préparer à devenir les cadres dirigeants des coopératives».

Ainsi sont posées les bases de la lutte contre la restauration du capitalisme à la campagne : appartenance de classe, et conscience politique.

«DIRECTION UNIQUE» OU «DIRECTION COLLECTIVE» ?

Avec le mot d'ordre «production d'abord», c'est toute la direction de cette production qui échappe aux ouvriers. Aux règlements prenant pour modèle «la coutume», s'ajoute le principe de la «direction unique». Dans ce premier essai d'une gestion socialiste, l'ensemble des décisions et de la gestion de l'entreprise est concentré entre les mains d'un directeur assisté d'un personnel technique. Les travailleurs, répartis en de multiples échelons, n'ont aucune part dans les décisions : ainsi, sont établis le salaire

aux pièces «pour stimuler la production» et un système de punitions.

Dans les usines, dans les journaux, le système de la «direction unique» engendre d'après discussions : pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas le droit de discuter des «normes», des récompenses et des punitions ? Est-ce le socialisme, la prise en mains des usines par les travailleurs, est-ce l'appât de l'argent et la contrainte des règlements ? Les critiques se multiplient : «La direction unique» favorise la fuite des responsabilités, divise les ouvriers entre eux, elle dépossède la classe ouvrière de la direction du socialisme.

Après deux ans d'affrontements, le principe de «la direction collective du Comité du Parti» remplace celui de la «direction unique» (VIII^e Congrès du PCC - septembre 56). Mais il s'agit tout d'abord d'un changement de nom, de forme juridique plutôt que de contenu : au «directeur assisté d'un personnel technique» succèdent le plus souvent les «experts» du Parti en gestion industrielle. Le problème de fond reste posé : est-ce la production et la technique ou la conscience politique qui doit diriger ?

«production d'abord» ou «lutte de classe d'abord» ?

1956 : C'est l'année où, à la campagne, s'achève l'essentiel de la collectivisation, où l'Etat achève de prendre en mains industrie et commerce ; ne subsiste du secteur privé qu'une partie infime. L'ancienne bourgeoisie a été démantelée dans sa base économique.

Désormais, dans la Chine socialiste, où se situe la contradiction principale ?

En septembre 56, le VIII^e Congrès du PCC tranche : la tâche du Parti consiste à «orienter... développer la production aussi vite que possible», car c'est «entre le système socialiste et les forces productives arriérées de la société» qu'existe la contradiction principale. Ainsi s'affirme le fondement théorique du mot d'ordre «production d'abord». Si la Chine est un pays pauvre, où les travailleurs ont peu de connaissances techniques, peu d'outils et de machines, la solution n'est-elle pas précisément de développer d'abord la science et les techniques, les forces productives ? Et ensuite, une fois assurés le bien-être de la population et une base économique solide, on pourra organiser les travailleurs pour un travail collectif, les faire participer aux décisions, en un mot établir des rapports de production socialistes... Telle est la thèse adoptée par le VIII^e Congrès, malgré Mao Tsé-toung.

Réfuter cette thèse, en montrer les sous-entendus et les conséquences, tel est le but du mouvement de rectification décidé en février 57. Sous entendue, l'idée que, régime féodal ou socialisme, peu importe, pourvu que la production progresse ; sous-entendue, l'idée que la révolution socialiste, la réforme agraire, les coopératives n'ont pas fondamentalement changé la vie du paysan et de l'ouvrier ; sous-entendue, l'idée que le socialisme en Chine est prématuré, pas adapté à la situation de faiblesse économique, qu'il est mauvais. Et pour conséquence, l'idée que, dans l'effort de tous pour la production, «la lutte de classe est finie». Dans les faits, se dessinent toute une série de propositions, de réalisations favorisant le développement de la bourgeoisie et du capitalisme.



Des ouvriers d'une usine de produits chimiques participent à un cours à l'université de Pékin.

«Dans la société socialiste, les contradictions fondamentales demeurent comme par le passé la contradiction entre les rapports de production et les forces productives, la contradiction entre la superstructure et la base économique. Toutefois, ces contradictions se distinguent fondamentalement, par leur caractère et leurs manifestations, des contradictions entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique dans l'ancienne société. Le régime social actuel de notre pays est de loin supérieur à celui d'autrefois. S'il n'en était pas ainsi, l'ancien régime n'aurait pas été renversé et il aurait été impossible d'instaurer le nouveau régime. Lorsque nous disons que, par comparaison avec les anciens rapports de production, les rapports de production socialistes correspondent mieux au développement des forces productives, nous entendons par là qu'ils permettent à celles-ci de se développer à des rythmes inconnus de l'ancienne société, grâce à quoi la

production ne cesse de s'étendre et satisfait progressivement les besoins toujours croissants du peuple. Dans l'ancienne Chine dominée par l'impérialisme, le féodalisme et le capital bureaucratique, les forces productives se développaient avec une extrême lenteur (...) Nous avons aujourd'hui une industrie mécanique qui existait à peine dans l'ancienne Chine, une industrie automobile et une industrie aéronautique qui n'existaient pas du tout. Dans quelle voie doit s'engager la Chine, une fois la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capital bureaucratique renversée par le peuple ? Celle du capitalisme ou du socialisme ? Beaucoup de gens n'y voient pas clair. Mais les faits nous ont apporté la réponse : seul le socialisme peut sauver la Chine. Le régime socialiste a provoqué le développement impétueux de nos forces productives : même nos ennemis de l'extérieur sont obligés de le reconnaître. (De la juste solution des contradictions au sein du peuple)

Ainsi contre ceux qui affirment que les forces productives, le développement de la science et des techniques, de la production sont le facteur décisif, Mao tire le bilan de 7 années d'édification du socialisme : dans l'édification du socialisme, le facteur décisif, c'est le renversement de l'ancien régime, c'est l'établissement de la dictature démocratique populaire, c'est le mouvement des coopératives, le facteur décisif, ce sont les rapports de production socialistes et non les forces productives.

Etablissant la primauté des rapports de production, Mao peut alors clairement indiquer la contradiction principale dans la société socialiste.

«Il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer. La lutte de classes n'est pas encore arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments, elle pourra même devenir très aiguë. Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie selon la sienne. A cet égard, la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue.»

(De la juste solution des contradictions au sein du peuple)

Définir les rapports de production, c'est définir quelle classe dirige la production, quels rapports s'établissent entre les classes. La base des rap-

ports de production, c'est donc la lutte de classes, la lutte entre le prolétariat au pouvoir et la bourgeoisie qui tente d'entraver le socialisme.

En affirmant, dans tous les domaines, la poursuite de la lutte de classes, Mao Tsé-toung énonçait le principe fondamental de la lutte contre le révisionnisme.

Deux lignes s'édifient

«Les révisionnistes... combattent ou dénaturent le matérialisme et la dialectique, ils combattent ou tentent d'affaiblir la dictature démocratique populaire et le rôle dirigeant du Parti Communiste, ainsi que la transformation et l'édification socialistes. Alors même que la révolution socialiste a remporté pratiquement la victoire dans notre pays, il y a encore un certain nombre de gens qui rêvent de restaurer le régime capitaliste ; ils mènent la lutte contre la classe ouvrière sur tous les fronts, y compris celui de l'idéologie. Dans cette lutte, les révisionnistes sont leurs meilleurs adjoints.»

(De la juste solution des contradictions...), écrit Mao en 1957 ;

Et 9 ans plus tard, il appelle à «combattre et écraser ceux qui détiennent des postes de direction mais se sont engagés dans la voie capitaliste» (Circulaire en 16 points du 8 août 66). Entre les deux, la prise du pouvoir en URSS par une nouvelle bourgeoisie et la restauration du capitalisme. Entre les deux, l'apparition du révisionnisme moderne et son analyse par Mao

Tsé-toung. Le révisionnisme moderne est une déviation propre à l'époque du socialisme, du Parti Communiste au pouvoir ; il est l'expression politique de la nouvelle bourgeoisie issue des inégalités de la société socialiste ; au lieu de les combattre, il les renforce, faisant germer un nouveau capitalisme. Les révisionnistes modernes sont non les simples adjoints mais les auteurs de la restauration du capitalisme. Ils menacent directement le pouvoir politique du prolétariat.

Les 9 années qui séparent le Grand Bond en Avant de la Révolution Culturelle sont marquées par ce double aspect :

- La possibilité d'une avance rapide vers le socialisme, -c'est le Grand Bond en Avant et le mouvement des communes populaires.

- La constitution au sein de l'Etat et du Parti d'une nouvelle bourgeoisie qui tend à rétablir le capitalisme et à imposer sa ligne.

LES COMMUNES POPULAIRES

Avec le Grand Bond en Avant, de 1957-58, le visage de la Chine change. Nées de la fusion de toutes les coopératives d'un canton, pour résoudre un problème d'irrigation, les communes populaires deviennent, à l'appel du Parti Communiste, les structures de base à la campagne. En elles, se reflète tout l'enjeu du Grand Bond en Avant : l'avancée rapide dans l'édification du socialisme.

1) Créer des communes populaires, c'est créer des unités qui soient à la fois des organisations économiques complètes et des organisations de base du pouvoir politique. La com-

mune unit l'agriculture avec l'industrie et le commerce sous le contrôle politique de ses membres. Ainsi, est supprimé le divorce entre pouvoir politique et décisions économiques, gestion qui favorise la priorité de l'économie sur la ligne politique. Ainsi est attaqué une des bases des conceptions révisionnistes.

En organisant aussi bien la production que l'enseignement, la justice, la santé, l'entraînement militaire... la commune populaire développe l'esprit d'initiative, la capacité du peuple à décider, à gérer ses propres affaires. Elle est une école politique. Ainsi, par la lutte contre les calamités, contre le manque de machines et de connaissances, se développe l'esprit de «compter sur ses propres forces». Ainsi est combattue dans le peuple la tendance révisionniste à tout attendre du Parti ou de l'Etat pour entamer des projets ou résoudre des difficultés. Ainsi est combattue dans le Parti, la tendance révisionniste à tout faire dépendre du centre, à juguler les initiatives par la longueur des démarches, à encourager la passivité.

En faisant de la terre et de tous les moyens de production, la propriété de la commune, et non plus seulement de la coopérative, la commune populaire élargit la propriété collective, la rend plus proche de la propriété totalement socialiste, la propriété du peuple tout entier.

2) La commune populaire, c'est un pas de plus dans l'apprentissage de la vie collective. Des cantines, des blanchisseries, des minoteries, des ateliers de couture se créent, favorisant la libération de la femme des tâches domestiques, facilitant la lutte contre l'individualisme.

3) La commune populaire permet de réduire la différence entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre ouvriers et paysans. De multiples industries nécessaires à la vie de la commune se créent, évitant la formation de centres industriels géants, familiarisant les paysans avec les sciences et les techniques, unissant ouvriers et techniciens dans la résolution de problèmes techniques, dans des milliers d'innovations. C'est au cours du Grand Bond en Avant, qu'apparaissent le principe du travail à la production pour les cadres, et l'association, au sein de groupes de «triple union» d'ouvriers, de techniciens et de cadres.

Le Grand Bond en Avant, dans le développement de l'initiative des masses, dans la mise à jour de nouvelles réalisations des masses est, dans son fond une lutte politique, une lutte pour réduire le terrain favorable à la constitution d'une nouvelle bourgeoisie.

«LE MODÈLE SOVIÉTIQUE»

1959 : s'appuyant sur les excès qu'ils ont eux-mêmes encouragés, les partisans du «modèle soviétique» tentent d'imposer leurs vues.

Jusqu'à la Révolution Culturelle, c'est l'élaboration d'une ligne politique de plus en plus achevée qui, dans tous les domaines, essaie de refermer les brèches ouvertes par le Grand Bond en Avant. Le retour à certaines formes de production dénoncées pendant le Grand Bond en Avant, se trouve renforcé par la pression grandissante de l'URSS, engagée à grands pas par Krouchtchev dans la res-

tauration capitaliste. Dès lors, le révisionnisme en Chine prend le visage ouvert du «modèle soviétique», prétendu «socialiste». 70 règlements pour l'industrie sont publiés, 60 règlements pour l'agriculture, stimulants matériels et travail à la pièce sont rétablis dans toutes les usines où la résistance est faible, argent et techniciens sont réservés aux régions bénéficiaires, et, en vertu du principe de

sances», le travail manuel pour les intellectuels devient «facultatif». Vidant de son contenu de classe l'appel de Mao Tsé Toung, «Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles se confrontent dans la recherche académique» déclare le journal Pékin Information du 24 mars 1961. Mais si la composition, la critique des romans, des pièces de théâtre est affaire «académique», est-ce le point de

Combattre le révisionnisme à la racine



Un ingénieur à l'école des ouvriers.

profit, les entreprises «non rentables» sont fermées. Ainsi, devant la classe ouvrière et la paysannerie, devant les projets de nouvelles usines, de ponts, de canaux d'irrigation mis en chantier pendant le Grand Bond, se dresse une classe de plus en plus puissante d'intellectuels et de cadres, de membres du Parti, une nouvelle bourgeoisie.

Dans l'enseignement, dans l'art, dans la recherche scientifique, dans l'armée, la nouvelle élite tente d'imposer ses conceptions. Sous prétexte de «retard dans les connais-

vue de la classe ouvrière qui l'emporte ? Dans la presse, le débat s'instaure autour de nouveaux romans...

Bataille dans la conception économique du socialisme, bataille dans la superstructure : à travers l'affrontement des deux lignes politiques se dessine dans la nécessité d'une révolution en profondeur, s'attaquant aux idées, aux conceptions, des hommes qui édifient le socialisme, aux organismes mis en place, pour les transformer.

Dans cette mise en œuvre du capitalisme, quelles conceptions politiques dominent ? Révélatrices du révisionnisme, elles ont été dénoncées, critiquées, combattues par la Révolution Culturelle et son approfondissement, la lutte contre le «droit bourgeois».

Les dégager, c'est attaquer les points d'ancrage du révisionnisme, c'est donner aux masses les moyens de combattre le révisionnisme dans ses germes, empêcher que, sur ces bases, s'édifie une ligne politique.

* Le révisionnisme moderne prend racine dans le poids du passé sur le socialisme : le « droit bourgeois ». Sous le socialisme, la forme de propriété n'est pas seulement celle du peuple tout entier : il y a aussi une forme de propriété collective (par exemple les communes populaires) ; d'autre part, l'application du principe « à chacun selon son travail » maintient des inégalités de fait dans les salaires, dans la répartition des produits ; enfin, le socialisme hérite de l'ancienne société « trois grands écarts » : entre la ville et la campagne, entre ouvriers et paysans, entre travail manuel et travail intellectuel. Ne pas combattre ces inégalités, ces écarts, c'est les laisser se développer, laisser se constituer au sein de la société socialiste une couche de privilégiés.

* Ainsi l'ouvrier membre du Parti qui, allant de réunion en réunion, ne participe plus à la production ; ainsi le technicien, le cadre qui élabore ses plans enfermé dans son bureau, jouit d'horaires plus souples et d'un meilleur salaire que l'ouvrier, tend à se détacher de la classe ouvrière. Cette couche de privilégiés tend à se former en une nouvelle bourgeoisie, tend aussi à se reformer avant tout dans les organes dirigeants, ceux de l'usine, ceux de l'Etat, ceux du Parti. C'est elle qui favorise de plus en plus le retour en arrière, la domination d'une élite sur la classe ouvrière, le retour au capitalisme.

* Le révisionnisme sape le rôle dirigeant de la classe ouvrière ; il s'appuie non sur le prolétariat mais sur la nouvelle bourgeoisie qui se crée. Il prépare ainsi le renversement de la dictature du prolétariat.

* Pour le révisionnisme, l'édification du socialisme n'est pas l'affaire des

« QUELQUES PROBLÈMES RELATIFS A L'ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL » DE TENG SIAO PING : UN PROGRAMME RÉVISIONNISTE

Dans ce texte, Teng Siao-ping fixe comme but principal à la Chine : « les 4 modernisations », celle de l'industrie, de l'agriculture, de la défense nationale, des sciences et des techniques. Dans ce but, aucune référence au moyen fondamental de mener à bien ces modernisations : poursuivre la révolution socialiste, mener la lutte de classes. Dans sa conception, la lutte de classes devient un but parmi d'autres, elle n'est plus l'axe.

En négligeant d'emblée cet « axe », Teng Siao-ping accorde de fait la priorité au développement des forces productives et non à la poursuite de la révolution. De là découlent une série de tâches apparemment mises sur le même plan : « importer des techniques avancées » et « compter sur ses propres forces », « limiter le droit bourgeois » et « reconnaître les différences nécessaires », « étudier consciemment le marxisme-léninisme, la pensée maotse-toung » et « creuser les questions techniques et professionnelles ». En juxtaposant ces tâches sans indiquer à chaque fois la principale, celle qui fait avancer l'édification du socia-

lisme, Teng Siao-ping accorde de fait priorité aux techniques étrangères, au maintien des différences, vide « les questions professionnelles et techniques » de leur caractère de classe, comme le font la bourgeoisie et les révisionnistes. Reprise d'anciens thèmes révisionnistes aussi dans la demande d'un « système régulier de promotion » : « en fonction de l'attitude au travail du personnel, de l'élévation de la capacité technique, de la conduite à son poste de travail et dans le travail manuel... il convient d'augmenter chaque année les salaires d'une partie des employés et des ouvriers... qu'est-ce sinon former une nouvelle aristocratie ouvrière recrutée sur la base de ses « capacités » et non de la conscience politique ? Reprise aussi de thèmes révisionnistes, dans l'insistance sur « un système de responsabilités individuelles, noyau du règlement intérieur des usines », niant le rôle dirigeant de la classe ouvrière ; ainsi, à travers toute une série de propositions, ce sont toutes les réalisations, toutes les conquêtes de la Révolution Culturelle qui sont mises en cause.

imposé à coup de mépris pour le peuple et de règlements, devient-il dictature par la nouvelle bourgeoisie sur la classe ouvrière ; ainsi le socialisme se vide-t-il de son contenu de classe prolétarien pour n'en garder que la forme et les mots.

En mettant à nu la base de classe et la base économique du révisionnisme sous le socialisme, Mao Tsé-toung a donné les armes pour le combattre avant même qu'il ne se constitue en ligne politique. Ainsi la lutte

engagée contre les idées de Confucius, pour la « limitation du droit bourgeois », pour « la dictature intégrale sur la bourgeoisie » a-t-elle permis, très rapidement, de dénoncer, dans les projets de Teng Siao-ping, une reprise des anciens thèmes révisionnistes.

En indiquant, à chaque étape, le maillon à saisir pour poursuivre l'édification du socialisme, en combattant résolument toutes les idées qui tendaient à retourner au passé, à engager la Chine sur la voie du capitalisme, Mao Tsé-toung a, de plus en plus clairement, dégagé l'axe de l'édification du socialisme : la lutte de classes qui se poursuit dans le pays et dans le Parti et que le Parti doit mener consciemment pour transformer non seulement l'économie mais la société, la culture, les pensées des hommes. Dans cette lutte de classes, dans cette transformation, « la position de la classe ouvrière » est le guide. C'est elle qui implique le renforcement du pouvoir politique, économique, idéologique du prolétariat, le renforcement de sa conscience politique par le Parti. A chaque pas de sa lutte, s'affirme plus profondément sa confiance dans le peuple, dans la capacité du peuple à distinguer le juste du faux, le marxisme léninisme du révisionnisme. C'est au peuple qu'il confie, sous la direction du Parti, la grande critique du révisionnisme qu'est la Révolution Culturelle. C'est au peuple, aux masses d'ouvriers et de paysans qu'il confie la formation de leurs propres cadres, de leurs enseignants, de leurs écrivains. Ainsi la lutte de Mao Tsé-toung contre le révisionnisme dans l'édification du socialisme est-elle, dans son fond, lutte pour que les masses s'approprient cette construction d'une économie, d'une société nouvelle, en fassent leur initiative, leur bataille.

LA LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

1956 : Trois ans après la mort de Staline, le Parti Communiste d'Union Soviétique, à son XX^{ème} Congrès, énonce une série de «thèses nouvelles dans les conditions créées par suite de la modification du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme».

Ces thèses sont-elles un enrichissement du marxisme-léninisme ? Sont-elles le résultat d'une

analyse concrète de la situation internationale ? Permettent-elles aux communistes, aux révolutionnaires de tous les pays de s'orienter, de renforcer leur combat contre l'impérialisme et le capitalisme ?

Tel est l'enjeu du débat qui se déroule, d'abord entre les partis communistes, puis publiquement, à partir de 63, dans son double aspect : défense ou révision des principes marxistes-léninistes ? Analyse juste ou fausse de la réalité internationale ?

La guerre du peuple vietnamien a vaincu l'impérialisme américain



« COEXISTENCE PACIFIQUE » OU INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

«La coexistence pacifique est la meilleure et la seule voie acceptable pour régler les problèmes les plus importants avec lesquels la société se trouve confrontée», elle doit devenir une loi fondamentale de la vie de toutes les sociétés modernes. Ainsi s'exprime Krouchtchev devant l'Assemblée Générale de l'ONU.

Qu'est-ce que la coexistence pacifique ? Formulée par Lénine, elle est le principe qui doit guider les relations entre pays socialistes et pays impérialistes. Elle a été précisée en 1954 par le Parti Communiste Chinois :

Les 5 principes de la coexistence pacifique :

Respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique.

Mais lorsque Krouchtchev, à la tête du Parti Communiste d'Union Soviétique parle de «seule voie acceptable», c'est toute une analyse de la situation internationale qu'il exprime : le monde a changé, l'impérialisme américain n'est plus agressif ; depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le camp socialiste avec l'URSS, la Chine, le Vietnam, la Corée, les pays de l'Est est devenu si puissant qu'il peut «rivaliser économiquement» avec le camp impérialiste. La démonstration de la supériorité économique du socialisme «équivalra à porter un coup écrasant à tout le système des rapports capitalistes». Autre facteur de «disparition des rapports capitalistes» : la contagion de l'exemple : «Lorsque le peuple soviétique jouira des bienfaits du communisme, d'autres centaines de millions d'hommes sur la terre diront : nous sommes pour le communisme. A ce moment-là, même des capitalistes passeront au Parti Communiste».

Ainsi la «coexistence pacifique» devrait régir tous les rapports fondamentaux dans le monde : elle s'appliquerait aussi bien aux relations entre pays impérialistes et pays socialistes, entre mouvements de libération nationale et forces coloniales, entre bourgeoisie et prolétariat dans les pays capitalistes.

«Coexistence pacifique» affirme le PCUS, au moment où, au Vietnam, les Américains prennent la relève de l'impérialisme français, forment contre la guerre populaire du peuple vietnamien, le camp retranché du sud-Vietnam, et avec Kennedy, envoient leurs troupes d'élite, leurs marines, massacrer et détruire.

«Coexistence pacifique» affirme le PCUS au moment où un avion d'espionnage américain vient d'être

abattu au-dessus du territoire chinois, où les dépenses militaires des Etats capitalistes ne cessent de croître.

Ainsi, loin d'être un débat, coupé des préoccupations des peuples, de leurs luttes, la lutte menée par le Parti Communiste Chinois contre les «nouvelles thèses» du PCUS engage-t-elle pour une longue période, l'avenir des peuples :

1- Est-ce la «coexistence pacifique» qui va résoudre le problème des peuples indochinois, les aider à se libérer de l'agression américaine ? Est-ce la «coexistence pacifique» qui va apporter l'indépendance au peuple algérien ? D'où vient l'obstacle, sinon de l'impérialisme lui-même ?

Ainsi, le Parti Communiste Chinois montre pourquoi la ligne générale de coexistence pacifique ne correspond pas à la réalité :

«Les obstacles à la coexistence pacifique viennent toujours de l'impérialisme et de la réaction bourgeoise. Les cinq principes de la coexistence pacifique ont été formulés pour contrecarrer la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme... Mais l'agression et l'asservissement des autres pays et nations participent de l'impérialisme lui-même. Et celui-ci ne changera pas de nature, tant qu'il vivra. Aussi, de par sa nature même, l'impérialisme ne peut-il absolument pas admettre les cinq principes de la coexistence pacifique. Dès que la possibilité lui en est donnée, il œuvre au sabotage des pays socialistes, voire même à leur destruction, il se livre à l'agression contre d'autres pays et nations et s'emploie à les asservir. (Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées). 12/12/63).

2- Employer uniquement l'expression «coexistence pacifique», soumettre la résolution de tous les problèmes à des «conférences au sommet», c'est vider la coexistence pacifique de son contenu de classe, c'est ne garder de l'expression léniniste que les mots en oubliant sa signification. Clairement définis en 1954 par le PCC, les «5 principes de la coexistence pacifique» donnent l'exacte mesure du domaine auquel elle s'applique : aux relations entre pays impérialistes et pays socialistes.

3- Ainsi la coexistence pacifique ne peut être qu'un aspect de la politique étrangère d'un pays socialiste ; l'aspect principal, c'est l'internationalisme prolétarien.

Sur quoi repose-t-il ? Sur une analyse claire des différentes forces dans le monde, de leurs rapports : contre Krouchtchev et le PCUS qui

ne veulent voir dans le monde que les relations entre «camp impérialiste» et «camp socialiste», le PCC réaffirme l'existence de quatre «contradictions fondamentales».

- Contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste
- Contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie au sein des pays capitalistes
- Contradiction entre les nations opprimées et l'impérialisme
- Contradiction entre pays impérialistes, entre groupes monopolistes.

C'est en fonction de ces quatre contradictions - et non d'une seule - que peut être définie la politique extérieure d'un pays socialiste :

«Nous remplissons nos obligations internationalistes prolétariennes avec une fermeté inébranlable, tout en maintenant la coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents. Nous soutenons activement le mouvement de libération nationale des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, le mouvement ouvrier des pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et d'Océanie ; nous soutenons activement la lutte révolutionnaire des peuples et leur lutte contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme et pour la défense de la paix mondiale.

Tout ceci tend vers un seul but : rassembler autour du camp socialiste et du prolétariat international toutes les forces qui peuvent être unies et établir un vaste front uni contre l'impérialisme américain et ses laquais. (Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées, 1963).

ASSURER LA PAIX MONDIALE : COMMENT ?

1961-1963 : la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale devient plus menaçante. A Krouchtchev qui réclame à cor et à cris une «conférence au sommet» avec Kennedy, seul moyen selon lui d'éviter un conflit mondial, l'impérialisme américain pose ses conditions : l'URSS doit autoriser «l'inspection effective» de son armement sur son territoire ; autoriser la «liberté de choix» pour les peuples de l'Europe de l'Est ; retirer l'aide envoyée au Laos... En 62, «le mur» sépare Berlin - Est et Berlin-Ouest ; à l'automne 62, c'est la «farce cubaine» : l'URSS retirera-t-elle les missiles sol-air installés à Cuba ? Kennedy menace de représailles... L'affaire de Cuba est un scénario bien monté : il s'agit de faire croire que, par une entente «entre grands», les conflits peuvent être évités ; il s'agit d'imposer l'URSS comme puissance égale aux USA dans le monde, possédant sa

propre zone d'influence. Il s'agit aussi d'exploiter la haine des peuples envers la guerre pour les persuader de renoncer aux luttes de libération nationale, à la préparation de la révolution socialiste. Ainsi, sous couvert de garantir la paix mondiale, Etats-Unis et URSS visent le même résultat : dissuader les peuples de combattre l'impérialisme et le capitalisme.

C'est contre cette tentative que le PCC mène le débat : ● d'une part en renforçant son aide aux peuples en lutte, malgré les immenses difficultés causées par le retrait en 61 de l'aide soviétique et plusieurs années de sécheresse : aide matérielle, mais aussi politique. Par des rencontres entre pays du Tiers-Monde, le Parti Communiste Chinois aide ces pays à trouver des bases d'unité, à rassembler leurs moyens de pression contre l'impérialisme, à s'édifier en force politique.

● d'autre part, en soulignant que la guerre et la paix ne sont pas des fatalités, que la guerre et la paix ont un contenu de classe pour les marxistes-léninistes :

«Lénine a dit : «Il me semble que l'essentiel... c'est la question fondamentale du caractère de classe de la guerre, des raisons pour lesquelles elle a éclaté, des classes qui la mènent, des conditions historiques et historico-économiques qui lui ont donné naissance» Selon les marxistes-léninistes, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, et toutes les guerres sont inséparables du système politique et des luttes politiques dont elles découlent... Confondre guerres justes et guerres injustes et s'y opposer sans distinction est un point de vue pacifiste bourgeois et non un point de vue marxiste-léniniste». (Lettre en vingt-cinq points).

Guerre juste, la guerre de libération menée par le peuple vietnamien contre la division arbitraire de son pays, contre l'occupation américaine au Sud-Vietnam et le bombardement du Nord. Guerre juste, la guerre du peuple algérien pour son indépendance. Dès 1954, le PCC reçoit une délégation du FLN algérien.

Guerre injuste, le coup de force mené par l'Inde en octobre-novembre 62 contre la frontière chinoise. Par une riposte énergique puis un retrait volontaire de ses troupes, la Chine indique avec éclat la justesse de sa politique :

«La question est ici de savoir quelle est en définitive la voie à emprunter pour assurer la paix mondiale. Selon le point de vue léniniste, on ne peut gagner la paix mondiale que par la lutte de tous les peuples du monde et non en la quêtant auprès de l'impérialisme. Ce n'est qu'en s'appuyant sur le



A la manifestation de Charonne (17 octobre 1961) la police tue

développement de la puissance du camp socialiste, sur la lutte révolutionnaire du prolétariat et du peuple travailleur des différents pays, sur la lutte de libération des nations opprimées et sur la lutte de tous les peuples épris de paix qu'il est possible de défendre énergiquement la paix dans le monde». (Lettre en vingt-cinq points - point 14).

L'existence des armes nucléaires modifie-t-elle dans son fond cette analyse ? L'existence des armes nucléaires modifie-t-elle les contradictions fondamentales, modifie-t-elle la nature agressive de l'impérialisme ? En présentant comme inévitable «la destruction totale» dans une «guerre thermonucléaire», que fait le PCUS sinon renforcer le chantage des impérialistes à la loi du plus fort et tenter de convaincre les peuples que se soumettre est, en fin de compte, la seule possibilité ? Voie de la «raison» ou voie criminelle ?

Contre le chantage à la guerre nucléaire, le PCC réaffirme la nécessité d'une position de classe, d'une analyse de classe : est-ce parce que l'impérialisme américain possède des tanks et des avions ultra-modernes qu'il peut empêcher le peuple vietnamien de décimer ses GI's, qu'il peut l'empêcher de s'organiser contre les défoliants qui détruisent sa nourriture, contre les gaz qui intoxiquent ? Année après année, les succès du peuple vietnamien sont toujours plus éclatants, la défaite militaire et politique des Etats Unis plus certaine.

Contre le chantage à la toute-puissance de la technique, le PCC réaffirme l'importance de l'homme, de la conscience politique des peuples : **«Selon les marxistes-léninistes, le peuple fait l'histoire. Aujourd'hui comme hier et dans la réalité de la vie, l'homme est le facteur décisif, les marxistes-léninistes attachent une grande importance au rôle joué par les progrès techniques, mais il est**

faux de minimiser le rôle de l'homme et d'exagérer le rôle de la technique» (Lettre en vingt-cinq points - point 15).

Contre les tentatives pour éteindre les luttes anti-impérialistes, le PCC réaffirme le droit des peuples à la révolution populaire.

SOUTIEN AUX LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE OU NÉO - COLONIALISME

Les années 50-60 ont vu dans la lancée de la guerre anti-fasciste, les luttes de libération nationale se développer avec une force jusque là inconnue. Plus de cinquante pays d'Asie et d'Afrique ont ainsi conquis leur indépendance, tandis que la Chine, le Vietnam, la Corée prenaient la voie du socialisme. C'était autant de brèches dans les vieux empires coloniaux, autant d'avertissements à la politique de pillage et d'agression pratiquée par l'impérialisme.

Doit-on soutenir ces luttes ou les dénigrer ? Doit-on parler de «disparition du colonialisme» comme le fait le PCUS ? ou bien comme le fait ressortir la déclaration de 1960, signée pourtant par tous les partis communistes, estimer que **«les impérialistes, Etats-Unis en tête, tentent des efforts désespérés pour maintenir l'exploitation coloniale des peuples des anciennes colonies par de nouvelles méthodes et sous des formes nouvelles ?»** Doit-on, sous prétexte que **«dans le monde, il n'y a plus que cinquante millions d'hommes gémissant sous le joug colonial»**, trouver la quantité trop négligeable pour mériter un soutien ? Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ont-ils à attendre que **«l'impérialisme croule de lui-même au cours de la coexistence pacifique»** ?

Ainsi, le PCUS remplace la nécessité du soutien politique et matériel aux nouveaux pays indépendants, aux luttes de libération, par une «aide économique». En Inde, des dizaines d'usines «clés en mains» sont livrées : en échange du matériel et des techniciens soviétiques, l'Inde doit payer l'URSS en matières premières. «Aide économique» ou pillage déguisé ?

Ainsi, le PCUS attend-il que la victoire du peuple algérien ne fasse plus de doute, que la France soit forcée d'admettre l'indépendance de l'Algérie pour reconnaître précipitamment l'Algérie ? Dans cette indépendance, que le peuple algérien avait conquise par la force des armes, le PCUS trouvait la preuve du bien-fondé de la coexistence pacifique...

Ainsi, de la valeur universelle de la «coexistence pacifique» affirmée par le XX^e Congrès, le PCUS passe peu à peu de la «théorie» à son application, du reniement du marxisme-léninisme à une politique qui, dans son fond, aboutit au même résultat que la politique impérialiste : dissuader les peuples de combattre l'impérialisme et se soumettre, économiquement et politiquement, une partie du monde. Ainsi, conséquence logique du révisionnisme, l'URSS se transforme-t-elle en «superpuissance», en pays social-impérialiste : du marxisme-léninisme, il ne reste plus que quelques formules creuses.

Rétablir les principes du marxisme-léninisme, les acquis théoriques du mouvement ouvrier, montrer toute leur valeur dans l'analyse de la réalité, est ainsi une des bases essentielles de la lutte du PCC contre le révisionnisme prôné par l'URSS.

Cette bataille pour sauvegarder les principes marxistes-léninistes revêt d'autant plus d'importance que le révisionnisme prétend faire de sa ligne «la ligne du mouvement communiste international». Aussi la lutte contre les théories émises par le PCUS menée par le PCC est-elle loin de ne concerner que ces deux partis. Sont concernés tous les partis qui se disent communistes.

« PASSAGE PACIFIQUE » OU RÉVOLUTION ?

C'est autour de cette question fondamentale que va se cristalliser le débat entre «la ligne des communistes chinois» et «la ligne soviétique» pour de nombreux partis communistes : est-il possible, est-il nécessaire de faire la révolution pour abattre le capitalisme ? Peut-on «faire l'économie» d'une révolution ? En d'autres termes, le «passage pacifique» au socialisme est-il une réalité ou une utopie criminelle ?

Certes, ce n'était pas là une idée bien

nouvelle. Empêcher la révolution, n'est pas autre chose que le facteur commun aux révisionnistes : «moyens pacifiques», «passage pacifique», «réformes de structure» recouvrent la même idée, amplement développée dans les années 50 par le Parti Communiste Italien. Aussi est-ce d'abord contre ces thèses du Parti Communiste Italien et de son dirigeant, Togliatti que le PCC porte l'essentiel de ses critiques. La «voie italienne», c'est celle de «la modification progressive de l'équilibre intérieur et de la structure de l'Etat» par «l'avènement de classes nouvelles à la direction de l'Etat». Dans cette «réforme de structures», nationalisation et planification jouent le rôle de pièces maîtresses. Ainsi sont mis en place les principaux éléments du projet politique des partis révisionnistes qui ne sont pas au pouvoir.

Aux affirmations du PCI, le PCC oppose l'expérience de la classe ouvrière, le prix payé par la classe ouvrière pour ses illusions sur la bonté d'âme de la bourgeoisie : est-ce par excès dans la dictature du prolétariat qu'ont échoué les Communards de 1871 ou par insuffisance de conscience politique, insuffisance dans l'organisation, la préparation du prolétariat pour la révolution ?

Aux affirmations du PCI, sur la «transformation démocratique de l'Etat», le PCC oppose la réalité de l'Etat capitaliste italien, ses centaines de milliers de fonctionnaires, de soldats, de gendarmes, de juges, les milliers de manifestants arrêtés, ou blessés, les onze travailleurs anti-fascistes tués par la police en juillet 60.

Il oppose les bases américaines et le stationnement des troupes de l'OTAN sur le sol italien, forces prêtes à diriger leurs armes contre le peuple.

Est-ce le respect de «la pleine légalité de la Constitution» établie par la bourgeoisie qui donnera à la classe ouvrière le pouvoir ? Par quel miracle la bourgeoisie se laisserait-elle peu à peu déposséder de sa propriété, de la gestion des entreprises et de l'Etat par la classe ouvrière ? Comment supposer qu'elle ne réagirait pas, qu'elle n'emploierait pas contre le peuple cette force armée, cet appareil judiciaire qui n'ont d'autre fonction que de garantir le pouvoir des capitalistes, de maintenir leur dictature ?

En cela, l'Etat capitaliste italien ne diffère d'aucun autre Etat capitaliste ; quelles que soient les «phrases sonores» de la constitution, la nature de l'Etat capitaliste est de réprimer la classe ouvrière.

Aussi doit-il être détruit par la révolution socialiste, comme tous les Etats capitalistes, et remplacé par la dictature du prolétariat.

En réaffirmant les acquis du marxisme-léninisme sur la nécessité de la révolution, en montrant toute leur

justesse, y compris dans les pays européens, y compris à l'époque actuelle, le PCC traçait clairement, pour tous les révolutionnaires, la ligne de démarcation entre révisionnisme et marxisme-léninisme.

CONTRE LA RESTAURATION DU CAPITALISME

Du refus ou du maintien de la révolution, découle logiquement le refus ou le maintien de la dictature du prolétariat. A la thèse du «passage pacifique» au socialisme, correspond la suppression de la dictature du prolétariat, la disparition du Parti de la classe ouvrière. Ainsi Krouchtchev parle-t-il en URSS de «l'Etat du peuple tout entier», Etat qui correspond non à l'édification du socialisme mais au communisme... Quel meilleur moyen de supprimer la dictature du prolétariat que de décréter «l'édification en grand du communisme» en URSS ?

A la base de cette affirmation, se trouve la négation de la lutte de classe. D'après le PCUS, la bourgeoisie n'existe plus, seuls subsistent quelques «voyous» : «Il n'y a rien à dire, accuse le PCUS dans sa lettre ouverte du 14 juillet 1963, les camarades chinois ont des idées fort originales sur les classes et la lutte de classe. Depuis quand ces éléments parasites sont considérés comme une classe ! Et quelle classe ! La classe des fainéants ou la classe des voyous, la classe des dilapidateurs ou la classe des parasites ? Les criminels n'ont jamais formé une classe à part dans aucune société... Naturellement, ces éléments ne constituent pas une classe non plus dans la société socialiste. Il s'agit de manifestations des survivances du capitalisme».

S'il n'y a plus de lutte de classes, il n'y a effectivement plus besoin d'exercer une dictature sur la bourgeoisie, il n'y a plus besoin d'Etat. Mais le socialisme signifie-t-il la fin de la lutte de classes ?

Dès 1957, Mao Tsé-toung combat cette théorie dans «De la juste solution des contradictions au sein du peuple» et en 1964, le PCC indique la base de la poursuite de la lutte de classes, le fondement des renforcements de la dictature du prolétariat : «*Les différences entre ouvriers et paysans, entre ville et campagne, entre travail manuel et travail intellectuel, continuent à exister en société socialiste, le droit bourgeois n'est pas encore aboli, et on est incapable de détruire d'emblée l'autre injustice : la répartition des objets de consommation «selon le travail» (et non selon les besoins)» (Lénine, l'Etat et la Révolution) ; et par conséquent, existent encore les différences en fait de richesse. On ne peut faire disparaître que progressi-*

vement tous ces phénomènes et différences et le droit bourgeois, et cela exige inévitablement, une très longue période. Comme l'a dit Marx, ce n'est qu'après la disparition de ces différences et l'abolition complète du droit bourgeois que pourra être réalisé le communisme intégral... Durant toute la durée de la société socialiste, la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat se poursuit, et subsiste la question de savoir qui l'emportera, de la voie capitaliste ou de la voie socialiste, c'est-à-dire que le danger de la restauration capitaliste demeure le pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons qu'il donne au monde. 14.7.64)

La restauration du capitalisme n'est pas autre chose que le contenu réel du «communisme» de Khrouchtchev. «La propriété du peuple tout entier» a-t-elle partout remplacé la propriété collective ? Au contraire, dans les kolkhozes, on voit les directeurs s'approprier toujours plus de biens, se lancer dans des marchés noirs très lucratifs. Partout, «le profit», le modèle de croissance américain sont loués pour leurs résultats extraordinaires. Au nom du principe communiste «à chacun selon ses besoins», n'existe que la loi de la répartition capitaliste, l'accumulation des richesses aux mains d'une nouvelle bourgeoisie.

Tel est le visage du révisionnisme moderne : sous l'enseigne du socialisme donner naissance à une nouvelle forme de capitalisme. Cette voie, c'est celle que le PCUS a voulu imposer à tous les autres partis communistes.

POUR L'UNITÉ DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

La lutte du Parti Communiste Chinois contre le révisionnisme soviétique est une lutte de portée historique mondiale. Par le développement de ses thèses, le PCUS tente d'entraîner tous les partis communistes à réviser eux aussi leurs points de vue. Il tente de faire du révisionnisme la ligne générale du mouvement communiste international. Et quand les visites, conférences de Partis Communistes ou références à la prééminence du PCUS, au glorieux passé de l'URSS ne suffisent pas, ce sont les manœuvres de division, les attaques contre les Partis Communistes refusant de se soumettre, les accusations, et bientôt les menaces et les pressions.

La lutte de Mao Tsé-toung contre le révisionnisme soviétique est une lutte pour l'unité du mouvement communiste international. Aux deux Conférences des Partis Communistes à Moscou, en 1957 et en 1960, il combat pied à pied les thèses révisionnistes ; à chaque fois il

impose une déclaration finale de «compromis», où la «coexistence pacifique» n'est pas la «ligne générale», où le «passage pacifique» n'est pas la possibilité la plus ouverte d'accession au socialisme. Malgré les attaques portées par le PCUS contre l'avancée du socialisme en Chine, contre la défense du marxisme-léninisme, malgré les tentatives du PCUS pour rallier des dirigeants du PCC, Mao Tsé-toung jusqu'en mars 63, n'a jamais critiqué publiquement et nommé le PCUS, lui permettant ainsi de rectifier ses positions s'il le désirait. Et même lorsque le PCUS décide en juillet 60 de rappeler ses 1390 spécialistes travaillant en Chine et annule plusieurs centaines de contrats et de projets, Mao Tsé-toung refuse de plier devant ce chantage et mène la bataille au sein du Parti Communiste Chinois. Contre la «division internationale du travail» proposée par l'URSS, —un pays industriel, un pays agricole, un pays pétrolier...— Mao Tsé-toung appelle chaque pays socialiste à «compter sur ses propres forces», à développer pleinement toutes ses capacités, sans dépendre d'autrui. La tentative du PCUS a échoué. Preuve de sa position défensive, il refuse de publier les lettres où le PCC expose ses analyses et ses critiques... et en octobre

63 propose de reprendre les livraisons de pièces détachées et de renvoyer des techniciens ! En Mars 65, à la conférence internationale des partis communistes, l'URSS échoue dans sa tentative d'exclure la Chine du mouvement communiste international. Désormais, il n'y a plus de «camp socialiste». L'unité du mouvement communiste international a été brisée par l'apparition du révisionnisme.

En menant une lutte acharnée et de longue haleine contre le révisionnisme moderne, en analysant ses manifestations et sa base de classe, Mao Tsé-toung a puissamment contribué à approfondir la théorie marxiste-léniniste. Sa lutte, ses analyses ont fait trembler sur leurs bases les partis communistes déjà marqués par l'opportunisme, ont aiguë les contradictions en leur sein, suscité la haine de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie qui les dirigent. La lutte de Mao Tsé-toung contre le révisionnisme moderne a rallumé les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, montrant que le révisionnisme aussi peut-être combattu. La lutte de Mao Tsé-toung contre le révisionnisme, a donné une nouvelle impulsion à la création de partis communistes, de partis révolutionnaires a jeté de nouvelles bases pour leur édification.

La « Lettre en 25 points » document fondamental du PCC contre le révisionnisme moderne

PROPOSITIONS CONCERNANT LA LIGNE GÉNÉRALE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

RÉPONSE
DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS
À LA LETTRE DU 30 MARS 1963
DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
DE L'UNION SOVIÉTIQUE

ÉDITIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES
PÉKIN

QUELQUES CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ-TOUNG CONTRE LE RÉVISIONNISME

«Tout en réfutant le dogmatisme, nous devons veiller à réfuter le révisionnisme. Le révisionnisme ou opportunisme de droite est un courant idéologique bourgeois ; il est encore plus dangereux que le dogmatisme. Les révisionnistes ou opportunistes de droite approuvent le marxisme du bout des lèvres et attaquent eux aussi le «dogmatisme». Mais leurs attaques visent en fait la substance même du marxisme. Ils combattent ou tentent d'affaiblir la dictature démocratique populaire et le rôle dirigeant du Parti communiste, ainsi que la transformation et l'édification socialistes. Lors même que la révolution socialiste a remporté pratiquement la victoire dans notre pays, il y a encore un certain nombre de gens qui rêvent de restaurer le régime capitaliste ; ils mènent la lutte contre la classe ouvrière sur tous les fronts, y compris celui de l'idéologie. Dans cette lutte, les révisionnistes sont leurs meilleurs adjoints».

(De la juste solution des contradictions au sein du peuple - 1957).

«Depuis longtemps, beaucoup de critiques ont été portées contre le dogmatisme. C'est ce qu'il fallait faire. Mais on a souvent négligé de critiquer le révisionnisme. Le dogmatisme et le révisionnisme vont tous deux à l'encontre du marxisme. Le marxisme doit nécessairement avancer, se développer au fur et à mesure que la pratique se développe, et il ne saurait rester sur place. S'il demeurerait stagnant et stéréotypé, il n'aurait plus de vie. Toutefois, on ne doit pas enfreindre les principes fondamentaux du marxisme ; le faire, c'est tomber dans l'erreur. Considérer le marxisme d'un point de vue métaphysique et comme quelque chose de figé, c'est du dogmatisme. Nier les principes fondamentaux du marxisme et nier sa vérité universelle, c'est du révisionnisme. Le révisionnisme est une forme de l'idéologie bourgeoise. Les révisionnistes effacent la différence entre le socialisme et le capitalisme, entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Ce qu'ils préconisent est en fait non pas la ligne socialiste, mais la ligne capitaliste. Dans les circonstances présentes, le révisionnisme est encore plus nuisible que le dogmatisme. Une tâche importante nous incombe sur le front idéologique, celle de développer la critique contre le révisionnisme».

(Intervention à la Conférence sur le travail de propagande - 1957).

«De tels individus, qui ne savent que suivre les chemins battus, sous-estiment toujours l'enthousiasme du peuple. Quand un phénomène nouveau apparaît, ils le désapprouvent, d'emblée ils s'y opposent. Puis, ils reconnaissent leur tort et font quelque autocritique. Mais, en présence d'un autre phénomène nouveau, ils se comportent encore et toujours de la même manière. C'est de cette façon qu'ils réagissent devant tout phénomène nouveau. Ces gens-là sont toujours passifs. Dans les moments décisifs, ils n'avancent jamais et ont toujours besoin

d'une bourrade dans le dos pour progresser d'un pas. Quand pourront-ils enfin marcher d'eux-mêmes et comme il faut ? Il existe bien un moyen pour guérir cette maladie, c'est d'aller passer quelque temps parmi les masses, pour savoir ce qu'elles pensent, ce qu'elles font, et dégager ainsi les expériences d'avant-garde en vue d'en généraliser l'application. Voilà le remède efficace contre cette maladie chronique qu'est la déviation de droite, et ceux qui en sont atteints ne feraient pas mal de l'essayer».

(Notes introductives pour «L'Essor du socialisme dans les campagnes chinoises» - 1955).

«Depuis quelques années, comme on peut le constater, la tendance spontanée au capitalisme s'affirme chaque jour davantage dans les campagnes ; partout on voit apparaître de nouveaux paysans riches, alors que beaucoup de paysans moyens aisés s'efforcent de devenir des paysans



riches. D'autre part, de nombreux paysans pauvres, ne disposant pas de moyens de production suffisants, sont encore dans le besoin ; certains ont des dettes, d'autres ont vendu ou loué leur terre. Si on laisse se poursuivre cette évolution, le phénomène de différenciation, de glissement vers les deux pôles, ira inévitablement en s'aggravant».

(Sur le problème de la coopération agricole - 1955).

«La Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme. Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. La différence, c'est que le système de propriété a changé». «Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand, et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc. Tout

QUELQUES CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ-TOUNG CONTRE LE RÉVISIONNISME

cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat.

(Août-septembre 71 - Cité dans : «De la base sociale de la clique anti-Parti de Lin Piao»).

«Quelle serait la situation si notre pays n'avait pas instauré l'économie socialiste ? Il serait devenu un pays pareil à la Yougoslavie, et en réalité un Etat bourgeois. La dictature du prolétariat se transformerait en dictature de la bourgeoisie, et elle serait une dictature réactionnaire, fasciste. C'est une question qui appelle la plus grande vigilance, j'espère que les camarades y réfléchiront sérieusement».

(Cité dans «Voie socialiste ou voie capitaliste» - Août 67).



«Les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le Parti, dans le gouvernement, dans l'armée et dans les différents milieux culturels constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires. Si l'occasion s'en présentait, ils arracheraient le pouvoir et transformeraient la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie. Certains de ces gens-là ont été découverts par nous ; d'autres ne le sont pas encore ; notamment les individus du genre Krouchtchev bénéficient encore de notre confiance, ils avaient été formés pour être nos successeurs et se trouvent toujours au milieu de nous. Les Comités du Parti à tous les échelons doivent prêter une attention suffisante à ce point».

(Circulaire du 16 mai 1966 - Cité dans : «Voie socialiste ou voie capitaliste ?» - Août 67).

«La lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique sont les trois grands mouvements révolutionnaires de l'édification d'un pays socialiste puissant. Ces mouvements constituent une sûre garantie permettant aux communistes de se débarrasser du bureaucratisme, de se prémunir contre le révisionnisme et le dogmatisme et de demeurer toujours invincibles, une sûre garantie permettant au prolétariat de s'unir avec les larges masses travailleuses et de pratiquer une dictature démocratique. Si, en l'absence de ces mouvements, on laissait se déchaîner les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les éléments malfaisants, les monstres de tous genres, tandis que nos cadres fermeraient les yeux et n'opéreraient même pas de distinction entre l'ennemi et nous dans nombre de cas, mais collaboreraient avec l'ennemi et se laisseraient gagner par la corruption et la démoralisation, si nos cadres étaient ainsi entraînés dans le camp ennemi ou si l'ennemi parvenait à s'infiltrer dans nos rangs, et si beaucoup de nos ouvriers, paysans et intellectuels étaient laissés sans défense face aux tactiques tant enveloppantes que brutales de l'ennemi, alors peu de temps se passerait, peut-être quelques années ou une décennie, et tout au plus quelques décennies, avant qu'une restauration contre-révolutionnaire n'ait inévitablement lieu à l'échelle nationale, que le parti marxiste-léniniste ne devienne un parti révisionniste ou un parti fasciste et que toute la Chine ne change». (1)

«Dans la période historique de la société socialiste, les classes, les contradictions entre les classes et la lutte des classes continuent à exister tout comme subsistent la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste ainsi que le danger de la restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe. Il faut redoubler de vigilance, entreprendre un mouvement d'éducation socialiste, comprendre et résoudre correctement les problèmes concernant les contradictions entre les classes et la lutte des classes, distinguer, d'une part, les contradictions entre l'ennemi et nous et, d'autre part, les contradictions au sein du peuple et il faut les résoudre correctement. Sinon, un pays socialiste comme le nôtre se transformera en son contraire : il changera de nature et verra la restauration du capitalisme».

(Cité dans : Pékin-Information - 10/7/67).

«On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or elle existe dans le Parti Communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie».

(Citation récente).

1- Note de Mao Tsé-toung sur les «Sept bons documents de la province du Tchékiang sur la participation des cadres au travail manuel», 9 mai 1963. Cité dans «le pseudo communisme de Krouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde».

LA RESISTANCE PALESTINIENNE FACE AU COMPLOT IMPERIALISTE

Si le Liban est aujourd'hui devenu le nœud des contradictions qui secouent le Moyen-Orient, leur cause fondamentale est dans l'existence de l'Etat sioniste, instrument d'agression impérialiste contre les peuples arabes. Entre ces deux réalités, un lien matériel : le fait que le Liban constitue aujourd'hui la base arrière de la Résistance palestinienne, seule force qui lutte contre le sionisme de manière conséquente.

Octobre 1973 : c'est à partir de la guerre déclenchée par les régimes arabes, pour une fois unis, contre l'agresseur israélien, que se développent les contradictions qui ont créé la situation actuelle au Liban. Et ceci dans deux directions.

D'une part la mobilisation de tous les instants du peuple de Palestine occupée, avec les multiples actions qu'il n'a cessé de mener, tant politiques que militaires, contre l'occupant, s'est effectuée de plus en plus clairement sous l'égide politique de l'OLP ; elle s'est étendue, en Galilée, aux territoires occupés depuis 1948, affirmant du même coup l'unité du peuple palestinien et de sa patrie. Chacune des actions menées à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine occupée par les masses palestiniennes a reçu le soutien enthousiaste de l'autre partie du peuple : meetings dans l'émigration pour soutenir les combattants de Tell el Zaatar. Ce bond en avant politique du peuple palestinien s'est effectué en liaison, avec la percée effectuée par l'OLP sur le plan diplomatique grâce au mouvement du Tiers-Monde : l'intervention de Yasser Arafat à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU en est restée le symbole.

D'un autre côté, le front des régimes arabes, a volé en éclats sous les pressions et les manœuvres de division des deux super-puissances. On le sait, l'une comme l'autre entend voir maintenir la présence d'Israël dans la région, les Etats-Unis comme leur instrument direct, l'URSS comme une menace susceptible d'amener les pays arabes à se tourner vers elle pour assurer leur défense. Au-delà de cet accord, il reste pour chacune d'entre elles la volonté d'assurer son influence sur le maximum de pays arabes. Concrètement, au lendemain de la guerre de 1973, il s'agissait pour chacun des adversaires de se montrer, plus que l'autre capable de permettre à l'Egypte et à la Syrie, de récupérer les territoires perdus au lendemain de la guerre de 1967, dans le cadre d'un « règlement négocié », garantissant l'existence de l'Etat sioniste.

A ce jeu, Kissinger disposait d'un atout que n'avait pas Brejnev : le contrôle intégral par les Etats-Unis de l'Etat sioniste. C'est du côté du régime égyptien, qui n'a pas à faire face sur son territoire à un développement des bases arrière de la lutte armée palestinienne, que les Etats-Unis réalisent leur première percée : contre la récupération par l'Egypte du canal de Suez et du pétrole d'Abou Rodeis, ils obtiennent la reconnaissance de fait par Sadate de l'Etat sioniste. Dans le cours de cette négociation, ils parviennent à détacher l'Egypte de la main-mise soviétique.

Désormais, c'est sur le front Nord, vers la Syrie, le Liban et la Jordanie, là

où la Résistance est présente politiquement et militairement, que l'effort va se déplacer. Le but, pour la Syrie, est la récupération du plateau du Golan. Mais, du Golan, on peut aussi bien, côté sioniste, marcher sur Damas en quelques heures que, côté arabe, tenir sous son feu une région vitale de la Palestine occupée. En vue d'obtenir le Golan, il faudra donc à la Syrie, désormais isolée après l'accord égypto-sioniste, trouver les moyens de se présenter en position de force à la table de négociation. Deux projets, liés l'un à l'autre, vont donc se faire jour : d'une part, unifier tout le front nord (Syrie, Jordanie, Liban, et aussi la Résistance Palestinienne), sous contrôle syrien ; de ce point de vue, le gain de puissance qu'on cherche ainsi à empocher à Damas sera toujours le bienvenu, négociation ou pas. D'autre part, disposer, au moment même où elle se renforce au point d'inquiéter sérieusement sionistes et Américains, du contrôle politique global sur la Résistance Palestinienne, afin de pouvoir « négocier » son action en échange du Golan.

Toujours équipée pour son armée par le social-impérialisme, la Syrie n'est cependant pas à l'heure actuelle une chasse gardée de Moscou : une bourgeoisie privée s'y est dégagée, dont les liens avec l'occident sont évidents, et les deux tendances, pro-américaine et pro-soviétique, s'équilibrent, récemment encore, à l'intérieur même du régime.

Si, dans un premier temps, le gouvernement d'Assad a pu essayer, avec les propositions de « négociation globale », de jouer la carte soviétique,

celle-ci s'est depuis avérée décevante : l'URSS n'a pu imposer aucun recul substantiel à l'OLP, malgré ses manœuvres de division et de pression. Le « commandement unifié » syro-palestinien, par lequel Damas espérait imposer sa loi à la Résistance sur le plan politique, a fait long feu. Aussi les Etats-Unis peuvent-ils raisonnablement espérer, en cas de réussite syrienne au Liban, que Damas se tournerait ensuite de son côté, en tant que « tuteur » de l'Etat d'Israël, pour négocier la question du Golan. De son côté l'URSS, qui craint de perdre tout contrôle sur la situation en Syrie, a compté un moment qu'Assad réussirait rapidement là où elle avait échoué : dans une opération de contrôle politique de la Résistance. Aussi, tandis que Kissinger se chargeait, lors du début de l'intervention armée syrienne au Liban, de jouer les entremetteurs avec l'Etat d'Israël pour garantir sa « neutralité bienveillante », Kossyguine, de passage à Damas, approuvait en même temps l'intervention syrienne, dans les termes mêmes employés par le régime pour la présenter. Depuis, la résistance rencontrée sur le terrain par l'armée syrienne a rendu plus hésitante la position de Moscou, qui craint de perdre dans l'affaire tout son visage d'ami des peuples arabes. Cependant, quand une possibilité a semblé apparaître de voir l'OLP capituler politiquement devant les exigences syriennes, on a vu le social-impérialisme exprimer sa déception de l'échec en s'en prenant aux « gauchistes » de la Résistance.

Vain calcul, toute l'histoire de la lutte au Liban semble l'indiquer : en effet, voici un an et demi, les forces fascistes libanaises, comptant sur leurs appuis au sein de l'Etat et sur la « neutralité » des régimes arabes, lançaient leur offensive en vue de détruire au Liban la Résistance Palestinienne et ses alliés du Mouvement National : l'impérialisme US jouait alors directement cette carte. Mettant à profit la tension ainsi créée, Damas commençait à s'ingérer sérieusement dans les affaires intérieures du Liban, sous prétexte de jouer les médiateurs, s'appuyant d'un autre côté sur son cheval de Troie au sein de l'OLP : la Saïka*, pour entretenir la tension.

Au mois de mars, cette première phase des opérations avait entièrement échoué : les forces patriotiques libanaises, unies à la Résistance, étaient en

passé d'écraser militairement les agents locaux de l'impérialisme. C'est alors, au mois de juin que la Syrie se décidait à intervenir militairement, dans l'espoir qu'elle pourrait en finir rapidement. Nouvel échec, les forces syriennes se trouvant stoppées dans leur avance par une résistance inattendue.

Depuis, la tactique syrienne a consisté à apporter tout son appui aux forces réactionnaires libanaises, sans compromettre trop directement son armée dans les combats en cours. Le dernier en date des délais que Damas s'était fixé pour la réalisation de cet objectif : régler la question avant la venue au pouvoir de Sarkis, le nouveau président a une fois de plus dû être repoussé.

A cela, il existe une raison fondamentale : la détermination politique de la Résistance Palestinienne, son unité avec le mouvement national libanais. La Résistance a défini vis-à-vis du Liban, sa première base arrière, une politique qui comporte deux aspects : d'une part, ne chercher en aucun cas à imposer ses vues concernant les affaires intérieures libanaises ; d'autre part, s'unir aussi étroitement que possible avec les masses libanaises patriotes. Certes cette union passe aujourd'hui à travers un mouvement constitué de partis passablement inconséquents, sinon pires pour quelques uns, tel que le parti révisionniste : ni l'accord de ses forces avec le programme fondamental de l'OLP, ni leur capacité à représenter réellement les aspirations du peuple libanais, ne sont acquis. La responsabilité ne peut pas être imputée à la Résistance, qui n'a à répondre que du peuple palestinien. Mais cette union a une base ferme : d'une part, dans la détermination de la Résistance à maintenir une indépendance vis-à-vis de tout régime arabe, et des « solutions négociées » auxquelles il peut se rallier dans ses intérêts étroits. D'autre part, dans la volonté des masses libanaises de rester unies pour le combat patriotique avec le peuple palestinien. De sorte que les partis du « mouvement national », qui n'auraient jamais acquis sans l'OLP leur degré de cohésion ni leur capacité de combat actuelle, n'ont pas d'autre choix que de maintenir cette unité avec la Résistance.

De la sorte, l'exemple du camp de Tell el Zaatar l'a montré, ce n'est qu'au prix d'une guerre tout à fait ouverte, et nécessairement prolongée, que la Syrie pourra à l'avenir s'imposer totalement au Liban. Entreprise au bord de laquelle le régime de Damas hésite depuis plusieurs mois, craignant les actions populaires dans son propre pays, et même celles qui pourraient se

produire dans son armée, comme la première phase des opérations l'avait montré au mois de juin.

Mais aujourd'hui, depuis le 28 septembre, la Syrie, après l'échec des manœuvres politiques autour de Sarkis, s'est décidée à un nouveau pas dans l'escalade de l'agression : face à la puissance de feu des Syriens, les forces palestiniennes (et progressistes) n'ont pu que se replier en bon ordre en infligeant les plus lourdes pertes possibles aux agresseurs syriens (et phalangistes).

En abandonnant « la montagne », ils ont dû abandonner une position clef : celle qui leur permettait de verrouiller la route de Damas, de barrer l'accès à Beyrouth et, de là, au Sud-Liban.

Le vibrant appel aux armes d'Arafat et la défaite cuisante infligée aux phalangistes sur les pentes de la montagne d'Aley où les forces palestiniennes se sont repliées, montrent qu'elles sont déterminées à défendre pied à pied leurs positions.

Toutefois la situation militaire de la Résistance est extrêmement critique : elle n'a pas les moyens en armes, de briser une offensive syrienne massive. Et d'autre part, elle ne peut envisager, de mener, sur le sol qui n'est pas le sien, la guerre populaire : seules les masses libanaises pourraient s'y engager et, pour le moment, il ne semble pas qu'elles y soient encore suffisamment prêtes.

Les tentatives de l'Egypte pour intervenir dans le règlement de la guerre du Liban, en faisant appel à d'autres pays arabes et à la médiation de la France, cherchent essentiellement à contrecarrer le poids que prend la Syrie dans la région - et aussi à offrir une alternative de règlement global d'où l'URSS serait écartée. C'est pourquoi l'URSS, qui continue à fournir les armes les plus modernes à Damas, attaque vivement ces démarches. Mais, fondamentalement, elles vont aussi dans le sens d'un règlement global, et donc de la capitulation - par des moyens un peu différents - de la Résistance.

L'heure est grave. Des coups très durs peuvent être portés, dans les jours qui viennent, à la Résistance Palestinienne. Des coups visant à retarder de cinq, dix années le développement de la Révolution Palestinienne. Nous devons dénoncer fermement le complot des deux super-puissances, unir tout ce qui peut être uni, en France, pour soutenir la cause du peuple palestinien et du mouvement patriotique libanais.

Le peuple palestinien libérera sa patrie, à coup sûr. La lutte en Palestine occupée, aujourd'hui, l'indique nettement. C'est cette certitude qui, plus que jamais, doit nous animer, dans les jours sombres que la Résistance traverse aujourd'hui.

* Organisation armée, au sein de la Résistance Palestinienne, inféodée au régime syrien. Elle a été complètement démasquée et balayée, à la suite de l'agression syrienne au Liban.

LE PLAN BARRE. COUP D' ENVOI D'UNE NOUVELLE PHASE DE LA POLITIQUE DE CRISE

Après de longues semaines de tractations, Barre vient d'annoncer son plan. Un plan d'austérité, un plan, imposant aux travailleurs bas salaires et chômage au nom de la lutte contre l'inflation, un plan qui traduit le souci de la bourgeoisie d'« assainir » un peu plus l'économie pour résister à la dégradation de la position de l'impérialisme Français dans le monde.

Nouveaux impôts, augmentation des cotisations de la Sécurité Sociale, vignettes et essence plus chères ; blocage provisoire des prix, allègement de la TVA ; pression accrue sur les salaires et rappel à la discipline du patronat par la « serisette », voilà les trois volets du plan Barre.

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE PEU BRILLANTE

Lorsque Chirac part en claquant la porte, la situation économique de l'impérialisme Français n'est pas des plus brillantes.

● Le chômage, malgré toutes les annonces d'une prochaine réduction, reste massif. D'après les chiffres officiels, il dépassait toujours 950 000 au début de l'été, soit 50 000 de plus qu'au début de l'année. Et la rentrée annonçait un gonflement brutal du chômage car 2 jeunes sur 3 ne trouveront pas de travail.

● Paradoxe du point de vue de l'économie bourgeoise : l'inflation continuait d'être élevée, malgré cette énorme masse de chômage. L'augmentation des prix pour 1976, s'annonçait bien supérieure à 10 %.

Le déficit du commerce extérieur s'aggravait brutalement depuis juin, tandis que le Franc accélérât sa dégringolade. Les deux mouvements, eux mêmes liés à l'inflation faisaient peser une grave menace sur la place de l'impérialisme Français sur les marchés extérieurs.

● Enfin, il devenait clair que la reprise, le bout du tunnel qu'annonçait Chirac l'automne dernier, n'était qu'un mirage. Depuis la fin du premier trimestre, la production stagnait. Les investissements ne reprenaient pas, et seule la consommation intérieure, — limitée par la stagnation du pouvoir d'achat des travailleurs — soutenait l'activité économique.

Ainsi, l'écart se creusait entre la France et les pays impérialistes comme les USA, la RFA, et le Japon, qui consolidaient leurs positions économiques dans le monde. La prétention de la bourgeoisie française d'être dans le peloton de tête des pays capitalistes se révélait chaque jour plus disproportionnée au regard de sa force économique réelle.



UNE POLITIQUE DE FACILITÉ : LE PLAN DE SOUTIEN DE 1975

On est loin des promesses faites il y a un an, lors du lancement à grand fracas du «plan de soutien» à l'économie par Giscard-Chirac. Il nous promettait le bout du tunnel pour l'année 76, appelait les Français à reprendre confiance et tentait d'accréditer l'idée que le principal souci de notre président était de lutter contre les inégalités.

Qu'a représenté en fait ce plan de soutien ?

Il a effectivement soutenu une reprise de l'activité économique qui s'amorçait alors par des raisons essentiellement techniques et qui n'avait qu'un caractère passager. Conformément à la politique du coup par coup, il fallait en effet, éviter que la phase de recession amorcée un an plus tôt ne se prolonge trop longtemps. Du point de vue économique, une recession durable aurait fait courir le risque d'un déclin irréversible de l'impérialisme Français dans le monde. Il fallait en fait donner aux entreprises le moyen de se «refaire un peu de gras» c'est-à-dire de restaurer un taux de profit momentanément entamé par la recession. Depuis l'été, le patronat faisait campagne pour que le gouvernement donne un coup de pouce.

Mais c'est sur le plan politique que l'enjeu du plan de soutien était le plus décisif, sinon on imagine très bien que l'État aurait pu se contenter d'apporter discrètement -sans «plan» et sans campagne d'opinion- le coup de pouce réclamé. En effet, depuis l'automne 73, la bourgeoisie tentait de contenir les aspirations des travailleurs, leurs revendications par une politique de crise axée sur le thème «le monde est malheureux, difficile... la crise n'épargne personne... travailleurs c'est un mauvais moment à passer...». Mais lorsque le moment dure, la portée de ce chantage à la crise s'atténue, le modèle de crise s'effrite. La montée du chômage et la pression que celui-ci permettait d'exercer sur les travailleurs quant à leurs salaires, l'intensité ou les conditions de leur travail faisaient mûrir l'aspiration des travailleurs à engager la lutte, affaiblissant la crédibilité de la politique de la bourgeoisie contre la crise. Giscard devait donc détendre un peu l'atmosphère, présenter une version plus gaie de la situation, pouvoir attribuer quelques succès à sa politique libérale avancée.

Mais quels ont été les effets réels de ce plan de soutien ?

Exactement ceux que réclamait le patronat. Les mesures adoptées, quel-

ques miettes pour les familles, des commandes publiques au BTP, des reports fiscaux pour les entreprises, ont permis aux patrons d'améliorer leur trésorerie, de remplir leurs caisses. Mais comme en témoigne l'évolution des investissements depuis un an, elles n'ont pas été le point de départ d'une relance en profondeur de l'activité. La conjoncture économique du monde capitaliste comme le murissement de la crise politique en France, rendent le patronat très prudent. Giscard, tout dévoué qu'il soit à la cause du capital, ne paraît pas aux yeux de nombre de dirigeants de l'économie capable de maîtriser suffisamment la situation. Ce n'est évidemment ni la personne de Giscard, ni sa politique qui est en cause, mais le caractère inextricable des contradictions dans lesquelles l'impérialisme Français est impliqué.

Pas de relance en profondeur de l'activité, mais une simple remise à flot de la situation immédiate des entreprises, voilà les effets du plan de soutien qu'a renforcés la décision de Giscard de libérer la plupart des prix industriels. Mais le caractère artificiel de ce redressement s'est vite fait sentir. La compétitivité des productions françaises n'a pas progressé et s'est même dégradée : les trois quarts des industriels constatent une concurrence particulièrement forcée avant l'été (et les deux choses ne se sont pas arrangées pour eux depuis) alors qu'en 1974, cette proportion atteignait tout juste un tiers.

Par ailleurs, la libération des prix, les largesses du plan de soutien se sont traduites par une forte progression des prix industriels ce qui a alimenté l'inflation générale. En mai 1976, on a frôlé le seuil d'intervention de la «serisette» qui sanctionne une progression trop rapide des prix industriels. La «reconstitution des marges bénéficiaires» des entreprises a été depuis un an, un facteur déterminant du développement de l'inflation, ce qui réduit à néant les affirmations selon lesquelles ce seraient les travailleurs qui seraient responsables de l'inflation.

Incapable d'apporter les solutions efficaces au redressement économique de l'impérialisme Français, cette politique de facilité a débouché cet été sur l'aggravation du déficit commercial et l'effritement du Franc. Pour les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie, laisser faire aurait signifié accepter son déclin international et par voie de conséquence l'aggravation de la crise politique en France.

La lutte contre l'inflation :

LES OBJECTIFS ÉCONOMIQUES

- Assainir l'économie,
- Restaurer le commerce extérieur et la monnaie.

Aujourd'hui, l'inflation est comparable à celle d'il y a un an (d'après les chiffres officiels, 9,2 % contre 11,2 %). Apparemment donc le danger de l'inflation n'est pas plus pressant que l'année dernière à pareille époque. Or, aujourd'hui, Giscard décide pour trois mois le blocage des prix, alors qu'il y a un an, il libérait au contraire les prix industriels. Il y a un an, à la demande de Giscard, Fourcade minimisait l'inflation. Aujourd'hui, à la demande de Giscard, Barre se fait le champion de la lutte contre l'inflation. Pourquoi un tel changement de cap ?

Parce que les capitalistes ont épuisé tous les bienfaits offerts par la politique inaugurée à la fin de 1975, et qu'au contraire, tous les effets négatifs se développent maintenant pleinement, révélant la fragilité de l'économie impérialiste française.

Giscard déclarait l'année dernière : « Il ne faut pas faire plus de bêtises que le voisin », ce qui signifie aujourd'hui qu'il ne faut pas faire plus d'inflation que les voisins. A la base de ce sage principe, il y a le mécanisme suivant. Lorsque les capitalistes français tentent de restaurer leurs profits en augmentant leurs prix, ils aboutissent en même temps à diminuer la compétitivité des productions destinées à l'exportation et risquent donc de perdre des marchés. Pour contre-carrer cette tendance, il n'existe qu'une solution : laisser baisser la valeur du franc, ce qui conduit pour l'étranger à une réduction des prix des produits français exprimés en dollars ou en Deutsch Mark par exemple. Qu'est-ce qu'a décidé Giscard en mars de cette année, lorsque le franc est sorti du « serpent monétaire » européen. Le franc a d'abord perdu 5 % de sa valeur, puis cet été, la « décote » du franc a atteint 10 %. C'est en quelque sorte une dévaluation déguisée. Celle-ci rétablit pour un temps la compétitivité des exportations françaises donc le volume des exportations, mais ne rétablit pas la rentabilité de ces exportations.

Mais, le mécanisme ne s'arrête pas là. En effet, la baisse du franc entraîne le renchérissement des importations. Ainsi, par exemple, la dévaluation du franc entraîne, rien que pour les importations de pétrole, une facture supplémentaire de près de 10 milliards de francs pour 1976. Alors que les exportations stagnent, la valeur des importations s'alourdit, ouvrant le gouffre du déficit commercial. Autre conséquence, et non des moindres : ce processus alimente l'inflation dans la mesure où les capitalistes incorporent la hausse des prix des produits importés dans leurs propres prix de façon à sauvegarder leurs profits.

Ainsi, la boucle est bouclée : inflation, perte de compétitivité, dévaluation, nouvelle inflation... C'est ce que les économistes bourgeois appellent la spirale inflationniste, la présentant comme une fatalité pour masquer soigneusement que ce processus n'est rendu fatal que par la volonté des capitalistes de sauvegarder leurs profits et leurs marchés.

Mais les risques pour la bourgeoisie de cette inflation sont clairs. Sur le plan international, la sanction d'une telle politique, c'est l'effritement des positions tenues dans la concurrence mondiale, c'est l'affaiblissement du rôle international de la monnaie. Plus question alors de prétendre se situer dans le peloton de tête des pays capitalistes !

Par ailleurs, l'existence d'une inflation trop rapide risque d'entraîner la multiplication des luttes sur les salaires et la défense du pouvoir d'achat et de déclencher une « explosion sociale ».

La bourgeoisie française sait aujourd'hui qu'il faut donner à la politique économique un nouveau cours. Toutes les solutions de facilité (pas pour les

travailleurs en tous les cas) ayant vu leurs « bienfaits » épuisés, il faudrait maintenant s'attaquer au fond du problème : donner à l'industrie française des bases solides lui permettant d'affronter la concurrence avec d'autres impérialismes dans de bonnes conditions. Car, comme le rappelle Debré, « aucun grand dessein n'est possible » sans une grande « capacité industrielle, technique et scientifique ».

Le plan Barre est construit en deux étapes. La première qui devrait nous mener à quelques mois des élections, sera axée sur la lutte contre l'inflation. Elle est sensée créer les conditions d'une future « expansion saine » fondée sur le renforcement de l'appareil de production par l'investissement qui constituera dans l'esprit du pouvoir, la seconde détente de la politique de redressement de l'impérialisme français.

L'objectif est clairement fixé : limiter l'inflation à 6,5 % « en moyenne » pour l'année 1977, ce qui mettrait la France dans une situation comparable à celle des USA et de la RFA. Pour y parvenir l'Etat s'engage à bloquer les prix du secteur public jusqu'au 31 décembre 76. D'autre part, la baisse de 3 % de la TVA soutiendra cette politique de limitation des prix. Par ailleurs, le budget sera présenté en équilibre et en faible croissance pour limiter les risques de « dérapage inflationniste ». Enfin, un ensemble de mesures techniques est décidé pour limiter la croissance de la quantité de monnaie en circulation, c'est-à-dire pour contrôler le crédit. Voilà un dispositif qui devrait effectivement limiter l'inflation, sinon à 6,5 % comme le souhaite Barre, mais nettement en dessous de 10 % tout de même.

Mais, la contrepartie de ces mesures sont la limitation des salaires et l'alourdissement des charges fiscales de toutes natures : super impôt, et relèvement des impôts pour 1977. L'ensemble de ces contreparties présentées comme l'expression d'une parfaite justice sociale - nous y reviendrons - constituent sur le plan économique des facteurs pouvant conduire à une nouvelle récession. Barre répond à cette inquiétude en affirmant que l'investissement et les exportations prendront la relève de la consommation pour soutenir l'activité. Qu'en est-il en fait ?

Sur le plan des investissements, la politique en deux étapes apparaît clairement. Les mesures adoptées ne sont pas susceptibles de porter des effets à court terme et sont très en deca de ce que réclamait le patronat pour l'immédiat.

Par contre, elles visent à accumuler les moyens nécessaires pour déclencher, le moment venu, une relance de l'investissement et donc de l'activité économique.

La seule perspective offerte pour aujourd'hui, c'est de reconstituer les marges... en comprimant au maximum le salaire des travailleurs.

Quant aux exportations, l'Etat va s'employer à les favoriser comme l'a fortement souligné Barre. La décade actuelle du franc est certainement un atout qui, joint au blocage provisoire des prix, peut redresser les exportations. Mais quelle va être la réaction des concurrents de l'impérialisme français, notamment sur le cours du franc ? Leur riposte la plus logique est de laisser la monnaie française remonter, ce qui annulerait l'avantage de compétitivité, acquis actuellement. Cela aboutirait ainsi à réduire le prix de nos importations donc à freiner l'inflation intérieure mais aussi à rendre plus difficiles les exportations.

Ainsi, que l'on tourne ou retourne le problème comme on voudra, la lutte contre l'inflation, si elle réussit, ne peut qu'entraîner des tendances à la récession. Mais quelle ampleur celle-ci peut-elle atteindre ? La réponse tient à deux facteurs.

Une récession signifie toujours pour les travailleurs, licenciements ou chômage partiel. La bourgeoisie sera obligée de contenir la récession dans les limites que fixera le développement de la lutte de classes.

« Mais, une récession signifie aussi : nouvelle phase d'assainissement, par l'élimination des « canards boiteux », par la restructuration des branches et la rationalisation de l'exploitation. Jusqu'à un certain point, une récession est donc parfaitement tolérable pour la bourgeoisie dans son ensemble puisqu'elle contribue à atteindre les objectifs « structurels » que Barre met au centre de ses préoccupations à long terme.

C'est donc une nouvelle série d'actions par à-coups, consistant à naviguer à vue entre des écueils rapprochés, qu'inaugure le plan Barre. La question politique décisive pour Giscard est la suivante : faire en sorte que la situation économique soit dans une « phase gaie » au moment des élections de 1978, et ne pas perdre d'ici là trop d'influence sur les couches constituant sa base électorale.

QUI VA PAYER ?

Une première chose est certaine : ce ne sont pas les entreprises qui sont appelées à payer la note de la lutte contre l'inflation. Dans l'ensemble des mesures adoptées, la seule charge pesant sur les entreprises est la majoration de 4 % de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Quand on sait la faible part du profit qui apparaît comme bénéfice, quand on sait que l'impôt sur les sociétés ne représente que 10 % des ressources budgétaires, il apparaît clairement que cette mesure ne représente rien.

Alors, qui va payer ? Barre s'est longuement et habilement expliqué sur le thème de la répartition de l'effort demandé « aux Français ».

A vrai dire, il a surtout souligné les mesures qui allaient frapper les « gros salariés » : blocage des très hautes rémunérations (plus de 24 000 F par mois soit plus que le salaire annuel d'un ouvrier payé au SMIC) et augmentation de la charge fiscale par le super-impôt et par le jeu du barème d'impôt de 1977. Enfin, taxation des signes extérieurs de richesse (yacht, avion de tourisme...). Ces mesures font plus de bruit que de mal car les cadres supérieurs peuvent fort bien supporter ces menues difficultés passagères, d'autant que nombre d'entre eux peuvent faire échapper une part importante de leurs revenus à la connaissance du fisc et que le « blocage » de leur salaire sera vite contourné par la remise d'« enveloppes » discrètes mais bien remplies.

Beaucoup plus discret sur la « modération » des salaires des travailleurs, Barre s'est contenté de promettre le « strict maintien du pouvoir d'achat » et le respect des négociations collectives et de la politique contractuelle.

Que signifie le strict maintien du pouvoir d'achat ? Que celui-ci ne devra pas diminuer ou qu'il ne devra pas augmenter ? Le ton ferme de Barre à ce moment apporte la réponse : en aucune façon les travailleurs ne devraient exiger une augmentation de leur pouvoir d'achat.

En réalité, maintenir le pouvoir d'achat selon la définition de l'INSEE, c'est imposer aux travailleurs une baisse de leur salaire réel. D'une part parce que, comme l'ont démontré les syndicalistes de

l'INSEE, l'indice des prix (qui sert au calcul du « pouvoir d'achat ») est un indice truqué qui minimise la véritable hausse des prix. D'autre part car ces calculs n'incluent pas la masse des travailleurs au chômage ou touchés par le chômage partiel. Or, dans ce domaine, les perspectives ne sont pas rayonnantes pour 1977 !

Ce que Barre n'a pas pu dire ouvertement, bon nombre de plumitifs de la bourgeoisie l'ont dit ces derniers temps : pour sortir de l'inflation, « il faut imposer aux Français une baisse de leur pouvoir d'achat » (« L'Usine Nouvelle », sept. 76).

Mais le problème de la bourgeoisie, c'est : comment faire admettre une telle politique. Les moyens mis en œuvre sont à la mesure de la résistance de la classe ouvrière à tout ce qui ressemble à un blocage des salaires.

- Premier thème, déjà vu : l'austérité pèse sur tout le monde.

- Deuxième thème : la lutte contre l'inflation est une lutte contre les inégalités sociales, car l'inflation est injuste et lèse les plus faibles. Cet argument habile s'appuie sur une réalité directement ressentie par les travailleurs, ce qui lui donne du poids. Oui, les travailleurs combattent l'inflation parce qu'elle est une arme contre leur salaire réel ! Mais pas à n'importe quel prix, pas au prix d'un blocage de leur salaire. Ce que Barre leur demande, c'est de choisir entre la peste et le choléra !

- Le troisième thème a toute l'apparence du bon sens : puisque la hausse des prix va être modérée, il faut modérer la hausse des salaires. Mais comment va être modérée la hausse des prix ? Pendant trois mois par le blocage des prix (six mois pour les prix publics). Le temps d'amorcer la pompe. Au non de ce soi-disant blocage, qui reste sous le contrôle d'Etat, la bourgeoisie va tenter d'imposer aux travailleurs un véritable blocage des salaires. On entend déjà les patrons répondre aux revendications des travailleurs par des cris d'écorchés : « Vous ne vous rendez pas compte ! Nos prix sont bloqués ! Accorder des hausses de salaire, c'est mettre l'entreprise en faillite ! » Les mesures du plan Barre ne peuvent donc que renforcer l'intransigeance patronale que les travailleurs doivent déjà affronter depuis deux ans.

QUAND LE PLAN MANSHOLT N'EST PLUS NECESSAIRE...

Après mai 68 et le regain des luttes paysannes au début des années 70, la bourgeoisie française avait été contrainte de critiquer le mémorandum Mansholt qui mettait en avant la nécessité pour les impérialismes européens d'accélérer l'élimination de leurs petites paysanneries.

La crise ouverte et pesant — depuis trois ans — toujours plus sur la majorité des paysans, la « politique des structures » sans laquelle selon Bonnet « les gros exploitants pourvus de moyens eussent aisément éliminé les moins favorisés », a toutes les chances d'aboutir aujourd'hui à une concentration tout aussi rapide des exploitations agricoles.

Mais, ce faisant, en imposant les conséquences de la restructuration de l'appareil de production — notam-

ment du secteur agro-alimentaire — à la masse des petits paysans, et surtout, en étant contrainte de restreindre la marge de manœuvre qu'elle était prête à accorder à la paysannerie moyenne, la bourgeoisie risque actuellement de voir fondre sa base d'appui à la campagne.

C'est dans cette situation, coincée entre ses impératifs économiques et l'attention à porter à une alliance de classe de plus en plus fragile que l'impérialisme français doit définir les mesures à prendre face à la sécheresse. Mais encore, faut-il déjà pouvoir apprécier l'étendue des dégâts causés à la production agricole — et son coût pour la masse de la paysannerie —.

UN POINT DE VUE DE CLASSE SUR LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

Ce qui frappe en lisant le bilan de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, ce sont les pressions manifestes des gros céréaliers et betteraviers pour monnayer avec le gouvernement la plus grande partie des primes ou tout au moins obtenir de juteuses augmentations sur les prix de production.

Ainsi, si des chiffres très précis sont donnés pour les pertes en céréales (3 milliards de Francs) et pour les betteraves sucrières (1 milliard de Francs), un très grand flou entoure dans ce bilan l'évaluation des conséquences de la sécheresse pour les éleveurs.

Or, c'est pourtant dans ce secteur de la production agricole que nous trouvons d'une part, les paysans les plus touchés par la sécheresse, d'autre part ceux qui sont habituellement dans la situation la plus fragile, c'est-à-dire les plus pauvres...

Si l'on peut évaluer d'une façon globale les pertes sur les céréales et les betteraves en appréciant la baisse du volume de la récolte, pour le lait et la viande, c'est avant tout en chiffrant les frais supplémentaires auxquels ont été contraints les éleveurs pour — ne serait-ce que — conserver leurs moyens de production qu'on mesurera les dégâts. Pour estimer ainsi à quoi doit faire face un petit éleveur, il faut évaluer la perte en lait qui, pour un paysan pauvre, a pu atteindre plus de 50 % de la production normale. Mais il faut aussi tenir compte des pertes dues aux bêtes qu'il aura peut-être été contraint de vendre à un prix de misère au début de juillet (chute des cours de 10 à 20 %).

D'autre part, et surtout, les conséquences les plus tragiques de la sécheresse pour lui sont la très grosse

diminution de la production fourragère de cet été. De plus, non seulement la production a été très inférieure à une année normale, mais encore elle a été immédiatement entamée pour nourrir les bêtes, les prairies ayant cessé de donner de l'herbe dès juin. On estime ainsi que le stock disponible cet hiver ne serait plus que de l'ordre de 55 % du volume habituellement mis en réserve.

Tous ces coûts qu'auront à supporter les éleveurs (auxquels il faudrait pouvoir ajouter les conséquences à long terme de la sous-alimentation des bêtes) devraient s'élever bien au-dessus des 9 milliards que mentionne le bilan de l'APCA,

Neuf milliards, que bizarrement on ne retrouve pas dans les huit milliards

qu'exigent les chambres d'agriculture, mais sont portés au titre d'indemnités qui pourraient s'étaler sur l'exercice 76 et 77 en complément des revenus paysans...

En fait, cette sous-estimation des pertes des éleveurs par l'APCA n'est pas étonnante lorsqu'on sait que la majeure partie de la production de lait est en France du ressort des petits et moyens éleveurs.

60 % des vaches sont dans des exploitations regroupant moins de vingt vaches ; ce qui représente en moyenne onze vaches par étable.

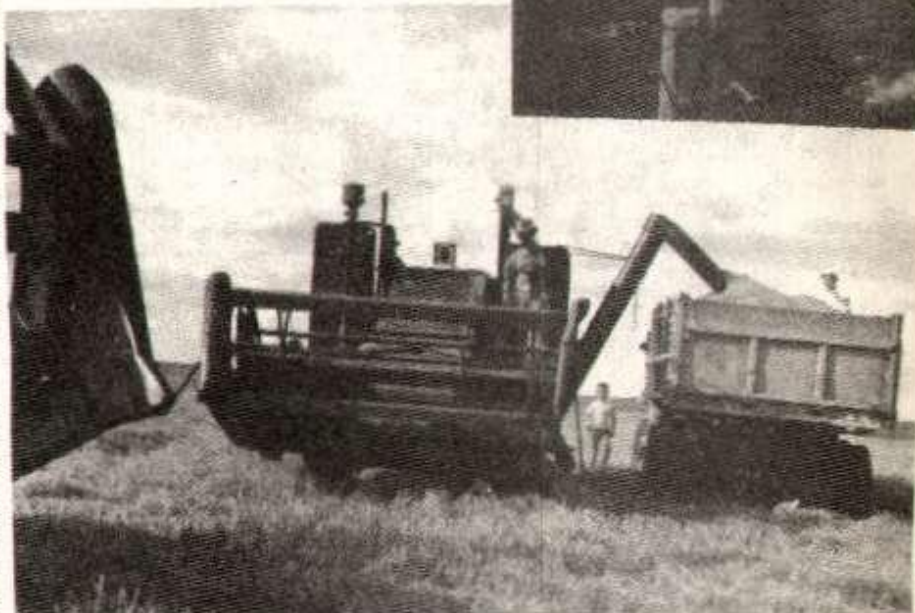
Pour la production céréalière, on a au contraire affaire à une branche où la paysannerie, sans être homogène, a subi un processus de différenciation beaucoup plus ancien et où la concentration des exploitations est beaucoup plus avancée.

Certes, le blé est encore produit dans de très nombreuses régions de France. C'est même sûrement dans ces régions de petite polyculture du Sud-Ouest, de Bretagne ou encore aux limites Sud des grandes plaines de l'Île de France que les rendements sont les plus bas (*). Mais il faut savoir que dans ces zones, la production ne cesse de régresser. Ainsi, dans les Côtes du Nord en Bretagne, il y avait en 1955 plus de 93 000 ha en blé ; il en reste moins de 34 000 ha en 76. Aujourd'hui, 75 % des fermes bretonnes font du lait et leur part dans la production nationale représente 15 %.

Aussi, pour les producteurs de lait, la spécialisation n'a pas été un choix délibéré. C'est contraints et forcés par la concurrence qu'imposaient les exploitants des grandes plaines céréalières — capables de mettre en œuvre une mécanisation très poussée, d'augmenter sans cesse les rendements et qui, par l'intermédiaire de l'Office du blé, dominent le marché à leur profit — qu'ils ont dû abandonner les céréales. On peut donc dire que si les céréaliers et les betteraviers ont été touchés par la sécheresse, les pertes ne feront pour la plupart que limiter leurs énormes profits ; tandis que pour les éleveurs, ce ne seront pas les profits qui seront rognés, mais des sommes servant à peine à couvrir leurs frais et qui, pour certains, les faisaient depuis deux ans travailler à perte. C'est ainsi qu'on estime qu'en moyenne un céréalier de 200 ha de bonne terre gagne 140 fois plus qu'un éleveur sur 30 ha.

Cette différence de situation, de très nombreux éleveurs ont pu s'en rendre compte en allant chercher de la paille dans les départements céréaliers. Là ils ont pu voir de gros agrariens qui habituellement brûlaient leur paille, faire d'énormes profits cette année en la vendant.

CEUX QUI AURONT PROFITÉ DE LA SÈCHERESSE



C'est sans doute dans le secteur de l'agro-alimentaire qu'on tirera le plus grand avantage de cette « calamité ».

• Les premiers à se réjouir du malheur des éleveurs sont évidemment les gros trusts d'aliments. Pour eux, la pénurie fourragère de cet automne-hiver a ouvert un énorme débouché. De plus cette augmentation des ventes sera particulièrement bénéfique puisque le gouvernement — loin de taxer les aliments devant la spéculation qui a commencé dès le printemps — a autorisé cet été une hausse de 8,75 % sur leurs prix.

Quant à l'opération-paille, si elle a pu aider les éleveurs à alimenter des animaux qui ont peu de besoins (vaches taries...), elle n'a fait qu'augmenter au profit de ces firmes, l'utilisation d'aliments pour compléter la paille qui reste de faible valeur nutritive.

Maintenant que la récupération de la paille est terminée, on recherche un nouvel aliment, bon marché et qui remplacerait la paille. Mais au bénéfice de qui ? Encore une fois des firmes d'aliments, qui paraîtront ainsi venir au secours des éleveurs...

• Pour les firmes et les grosses coopératives laitières, il s'agit aujourd'hui de se faire passer comme les premières victimes de la sécheresse.

Depuis des années, les experts de la CEE répètent aux petits producteurs de lait qu'ils sont responsables de la surproduction et que le stock de lait coûte cher aux fonds européens. Cet argument sert aux industriels laitiers pour sous-payer le lait. On a calculé ainsi que pour un petit producteur, les charges ont augmenté de 80 % en cinq ans, tandis que la hausse sur le prix du lait à la production ne dépassait pas 55 %.

Et maintenant, devant les conséquences de la sécheresse, elles se plaignent de la ... sous-production, et engagent une grande offensive contre les petits producteurs ou mettent en chômage leurs ouvriers. Certes, la diminution de lait collecté dans certaines régions va mettre quelques petites laiteries en difficulté pour honorer leurs marchés. On va même assister sans doute dans les mois qui viennent à un nouveau bond dans la concentration de ce secteur** et à

* Il faut donc apprécier les 25 % de pertes sur le blé en 76, en sachant que cela représente une chute très forte des rendements déjà habituellement plus bas et une meilleure récolte que l'an passé, de l'ordre de 40 quintaux/hectare pour les gros céréaliers.

** L'industrie laitière est l'objet d'une grande concentration. On estime qu'au cours de la période 68-72, le nombre de laiteries a diminué de moitié, passant de six mille à trois mille environ. Cela a abouti au fait que les sept premiers groupes laitiers réalisent aujourd'hui plus de la moitié du chiffre d'affaires du secteur.



Mesures arbitraires, mesures de division, mesures de règlement de compte politique...

une extension des monopoles, sur des régions entières, que par regroupement et accords de partages, les plus grosses firmes et coopératives se sont taillées.

Les petits producteurs de lait peuvent avoir un avant-goût des conséquences qu'auront pour eux cette nouvelle restructuration — concentration par certaines mesures qui se sont généralisées cette année —.

Celles-ci peuvent être des «licenciements» purs et simples des petits producteurs de lait. Ainsi l'UBIL (l'Union Bretagne des Industriels Laitiers) vient de décider qu'au-dessous de cinquante litres de lait par jour, elles ne passerait plus collecter le lait (50 litres aujourd'hui, pourquoi pas 60, 100, ou 150 litres demain).

L'élimination des petits producteurs et le renforcement de la compétition des paysans moyens qu'ils forcent à investir passent par d'autres mesures moins directes mais tout aussi efficaces. C'est notamment la généralisation des tanks à lait. Ainsi la laiterie Stenval, dans le Nord vient à son tour d'abandonner le ramassage du lait en bidon.

C'est le même sens qu'il faut donner aux nouvelles primes qui ne cessent de compliquer la lecture des fiches et qui au nom d'analyses sur lesquelles les paysans n'ont aucun contrôle, per-

mettent de payer 4 ou 5 centimes de moins le lait des petits producteurs.

Enfin, il faut noter que les grands de l'alimentaire — parmi lesquels les firmes laitières viennent en tête (Gervais-Danone, Perrier-Préval...) ont pris le soin de différencier leurs investissements. A côté de leur branche laitière, ils ont un

important secteur de production de boisson —notamment— qui a connu cet été une vigueur sans précédent (avec aussi l'aide du gouvernement qui a autorisé des hausses de 10 à 15 %).

● Pour les négociants et les industriels de la viande bovine —bien qu'on ait affaire dans ce secteur à une concentration moins grande que pour le lait ou la production «hors-sol»*, la sécheresse jusqu'ici n'aura pas été très mauvaise.

Ils auront pu profiter en juin et juillet des cours très bas auxquels les éleveurs ont été contraints de vendre leurs bêtes pour emmagasiner le maximum de carcasses de viande. Et si le marché national se trouve d'ici quelques mois désorganisé du fait de déficit dans le cheptel... les quelques cinq ou six gros groupes importateurs se chargeront de peser sur les prix en réalisant des bénéfices exorbitants (un quartier arrière importé à 7 F le kilo est revendu à 17 F...)

Quoi qu'il en soit, les ouvriers n'ont jusqu'ici pas vu se répercuter sur les étals des bouchers les conséquences des ventes massives de cet été. Et pour ceux qui travaillent dans ce secteur —notamment dans les abattoirs—, ils ont dû supporter des conditions de travail et des horaires qui s'ajoutent au travail déjà particulièrement pénible qui est le leur en situation normale.

● Pour les autres entreprises paragrégaires (les usines de déshydratation, les conserveries, les usines de machinisme agricole et d'engrais...) la réduction des approvisionnements ou des débouchés sert de prétexte à des réductions d'horaires, au licenciement de personnel, à l'élimination des sections syndicales combattives (**)

L'ÉCHEC DU DISCOURS SUR LA «FATALITÉ»

Au cours de l'été, le discours sur la «sécheresse-fatalité», responsable de tous les maux prenait de moins en moins chez les paysans pauvres. La bourgeoisie qui pensait avoir trouvé un bon moyen pour rendre responsable «le ciel» de son plan d'élimination de la paysannerie pauvre, s'apercevait que cet été, pour un nombre de plus en plus grand de paysans exploités, cela «ne marche plus». Pour eux, les conséquences dramatiques du manque de pluie ne font que révéler plus crûment la politique de la bourgeoisie,

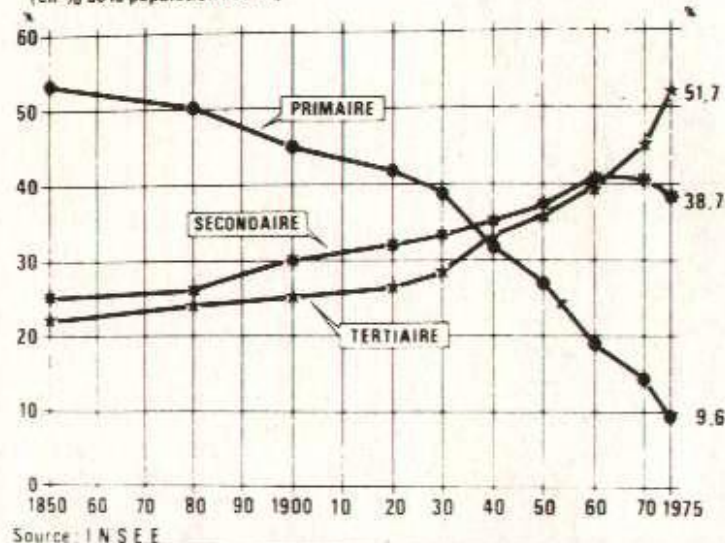
les conditions de travail et d'élimination qu'ils subissent.

Dans les dizaines de discussions qu'ont eues dans toute la France les jeunes communistes qui ont, cet été, enquêté et travaillé auprès des paysans exploités, ce sont les mêmes propos qui ont été recueillis: «La sécheresse, ça va accroître la sélection contre les petits, en faveur des plus compétitifs... c'est un prétexte de plus pour baisser nos revenus, malgré toutes les promesses».

* Production sur de très grands ateliers industriels de volailles ou de porcs... très souvent en intégration avec des firmes qui fournissent les aliments et se chargent de la commercialisation des produits «finis».

** A Claudel, Villedieu-les-Poêles, deux syndicalistes sont licenciés; à Sanders Besnainou, délégué CGT est licencié pour avoir, dans un tract, porté atteinte au prestige de l'entreprise auprès des ouvriers et des paysans.

EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEURS
EN FRANCE DE 1850 A 1975
(en % de la population active)



42 % des agriculteurs sont menacés de disparaître dans les cinq à dix ans qui viennent...

Mais déjà, fin août, en de nombreux endroits, les paysans n'en restaient pas au dépit et passaient à l'initiative sans attendre le 29 septembre. C'est le cas notamment dans le centre et le Sud-Ouest où la riposte paysanne s'est engagée avec vigueur dès le 17, avec la grande manifestation de Périgueux où plusieurs milliers de paysans ont affronté les forces de police massées derrière les grilles de la préfecture.

C'est dans cette situation que le gouvernement se prépare à faire un premier recul. Des réunions de travail des conseils interministériels se multiplient sans qu'aucune discussion ferme ne commence à en sortir. Le gouvernement pratique le secret de l'information sur le sujet — soi-disant dans l'attente des estimations de M. Sécheresse — en fait, pour permettre à tous les bruits de circuler, dramatiser et donner de l'importance aux mesures qu'il s'appête à prendre.

C'est pourtant au milieu du brouhaha causé par la démission de Chirac, que le gouvernement fera connaître les premières mesures qu'il était contraint de prendre... sans attendre le 29 septembre.

UN ACOMPTÉ DÉRISOIRE

Le premier aspect de ces mesures, c'est qu'elles sont dérisoires. De nombreux paysans pauvres l'ont montré en faisant connaître les sommes qu'ils devraient dépenser. Avec la sécheresse, c'est souvent près de 250 F de plus qu'en année normale qu'il fallait dépenser en un mois pour une vache.

Or, ces premières mesures n'offraient comme seule aide directe que 50, 150 ou 200 F par bête... même pas de quoi nourrir un animal pendant un mois alors que la sécheresse se développait depuis plus de cent jours !

Ensuite, ces « aides » sont assujetties d'un plafond de 30 UGB (unité de gros bétail : vaches et bovins en général) ; s'il s'agit là d'une restriction qui permet à la démagogie de Bonnet de s'exprimer, elle n'ôte pas l'inégalité profonde de ce genre d'indemnisation « à la bête ». Encore une fois, ce sont les petits qui ont dix vaches qui seront les plus pénalisés.

Quant aux deux autres mesures qui sont prises, ce 25 août, elles ne peuvent constituer une solution ni même une aide pour les paysans. La première — la prise en charge des intérêts des prêts « jeunes agriculteurs » — ne cherche qu'à attirer les sympathies des dirigeants du CNJA, qui se retrouvent facilement dans le profil des jeunes agriculteurs « dynamiques et compétitifs » que ces prêts de plus en plus nécessitent. La seconde — la prolongation des prêts sécheresse — n'éveille pas plus d'intérêt chez les paysans pauvres. Ils savent bien que pour eux, de nouveaux crédits — quand bien même, ils ne leur seraient pas interdits — ne peuvent constituer une véritable solution.

MESURES ARBITRAIRES, MESURES DE DIVISION ET RÈGLEMENT DE COMPTE POLITIQUE !

Le second aspect de ce premier train de mesures, ce sont les manœuvres que le gouvernement a cherché à faire en attribuant les acomptes selon quatre grandes zones divisant la France.

On sait maintenant que sur le plan strictement scientifique, le tracé de ces quatre zones comportait une bonne part d'arbitraire. Ainsi, alors qu'il existe dans chaque canton un poste d'observation climatologique, le ministère de l'agriculture n'a recouru pour dresser sa carte qu'à une centaine de points d'observation pour toute la France.

Mais il n'y a pas que de l'insouciance ou de la légèreté qui apparaissent lorsqu'on examine la carte des zones retenues. D'abord il est clair que le gouvernement escamotait ainsi à diviser les paysans et retarder toute riposte. Sur ce point, son calcul était mauvais car les paysans classés en zone 3 — notamment ceux de Dordogne et du Lot et Garonne — l'ont ressenti comme une véritable provocation. Et dès l'annonce de ces mesures, la mobilisation entamée les semaines précédentes, se renforçait et se développait dans tout le Sud-Ouest.

Mais il y d'autres raisons à ce découpage apparemment si grossier. On voit bien la marque de certaines manœuvres politiques de Giscard, plus ou moins appuyées. Tandis que certains départements ne semblent pas trop mal classés, pour d'autres, là notamment où les révisionnistes ou réformistes ont quelque poids, il ne peut y avoir aucune ambiguïté.

NON À L'IMPÔT-SÉCHERESSE !

Mais surtout avec les premières mesures, le gouvernement va lancer une formidable campagne d'intoxication, multipliant les efforts pour opposer les ouvriers aux paysans.

Pour cela, le gouvernement développant le thème de la «solidarité nationale» déclare que dans la situation actuelle, les indemnités qui seront versées aux paysans devront faire l'objet d'un impôt spécial, «l'impôt sécheresse».

On voit alors un ministre du gouvernement dont la police a tué en deux occasions des paysans, jouer de la démagogie la plus grossière et susciter par des déclarations hypocrites et des louanges candides des paysans, le réveil des couches les plus réactionnaires.

Bonnet ne va-t-il pas jusqu'à se payer le luxe de vouloir donner des cours de morale et de civisme : *«De la vie à la campagne, trop de Français ne connaissent que l'agrément des week-ends, ils ignorent le dur labeur des éleveurs et les servitudes propres à la traite bi-quotidienne du troupeau... Face à une calamité exceptionnelle, un devoir de solidarité s'impose, en fonction d'impératifs d'ordre économique et financier, certes mais aussi d'ordre moral et politique».*

Sans surprise, face à de tels propos, Charpentier, dirigeant de la CGC (Confédération Générale des Cadres) est là pour se répandre en propos réactionnaires et répéter une fois de plus que les cadres sont les premières victimes.

Pour les travailleurs, sans tomber dans le piège grossier —faire l'amalgame entre les gros paysans qui profiteront de la sécheresse et les paysans pauvres qui doivent exiger une indemnité— il n'est pas question d'accepter un nouvel impôt.

Les paysans se rendent compte de l'injustice et des manœuvres de

division que cherche à susciter cet impôt-sécheresse. De nombreux paysans refusent que ce soit dans les poches des ouvriers que le gouvernement prenne l'argent. Ils connaissent les profits qu'ont faits cet été les marchés de bestiaux, les gros céréaliers avec l'opération-paille, les firmes d'aliments, les entreprises de boissons ; pour eux, exiger une indemnisation, c'est faire un peu payer ceux qui tous les jours exploitent et qui ont la responsabilité de leurs difficultés d'aujourd'hui.

Faisant le maximum d'écho aux propos grossièrement anti-paysans de Charpentier et taisant les vrais raisons de l'opposition de la classe ouvrière, la bourgeoisie a ainsi essayé de tirer doublement parti des effets de «l'impôt-sécheresse» annoncé.

D'une part, se retrancher derrière les protestations apparues pour, après avoir assuré que tous les paysans pauvres devaient être indemnisés, minimiser les pertes et réduire l'enveloppe globale accordée aux paysans à six milliards. De même, la campagne contre les paysans devait leur donner «mauvaise conscience», et les faire reculer devant une riposte qui serait alors apparue «impopulaire». D'autre part, faire des remous autour de cet impôt, un test pour la nouvelle politique d'austérité contre cette fois l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes.

C'est ainsi que cet «impôt-sécheresse» a vu petit à petit son rôle s'étendre, aux sinistrés de la Guadeloupe, au déficit de la Sécurité Sociale, aux trous découverts dans le budget du gouvernement Chirac...

Il s'agit ainsi pour le gouvernement de faire pénétrer l'idée que l'argent «il faut bien le trouver quelque part», qu'*«on doit tous supporter les frais des calamités»* ou les conséquences *«du train de vie trop élevé que les Français avaient jusqu'ici».*

DES MESURES DÉFINITIVES QUI CONDAMNENT LA PAYSANNERIE PAUVRE

C'est justement à l'occasion de la sortie du Plan Barre qu'un certain nombre d'éléments supplémentaires ont été fournis par le gouvernement sur l'indemnisation des paysans qui ne dépassera pas en tout six milliards.

Le gouvernement a renoncé à son classement par zones qu'il avait

entrepris. Mais ce sont en définitive les préfets qui, dans chaque département et en fonction d'une enveloppe spécifique, apprécieront la modalité de répartition des aides. Dans ces conditions, on se demande ce qui pourra empêcher les injustices et les manœuvres qu'il y a autour du

classement par zone. Pour l'instant, on sait seulement que les sommes que recevront les départements s'étaleront entre 3,5 millions de Francs (Territoire de Belfort) et 200 millions (Manche). (Manche).

● Les sommes par bête que recevront les éleveurs (et dans lesquelles sont inclus les acomptes de 80, 150 ou 200 F) varieront en moyenne de 100 à 380 F. Au plafond de trente unités de gros bétail (UGB) s'ajoute un nouveau critère qui exclura de toute indemnisation les exploitants ayant un revenu cadastral excédant 5 760 F. En fait, derrière cette façade d'équité qui voudrait faire croire que seuls les petits paysans toucheront des indemnités, il faut savoir que d'une part, le revenu cadastral est très variable d'une petite région à une autre, en fonction de la spéculation, du type de culture.

D'autre part, il est bien connu que de nombreux gros propriétaires échappent à la loi anti-cumul et empochent à chaque fois toutes les primes en mettant leurs nombreuses exploitations au nom de leur femme, de leurs enfants ou cousins.

● Enfin, le gouvernement réaffirme sa décision selon laquelle les primes devront aller à 90 % aux éleveurs. Il semble donc que les multiples pressions qu'ont faites ces derniers temps les gros céréaliers pour empocher une bonne part de l'aide soient restées sans réponse. Cependant, on sait que pour eux, le maximum de profit sera fait au niveau des emprunts au Crédit Agricole. Celui-ci se livre ainsi actuellement, à un curieux trafic avec les gros paysans : il leur demande de prendre des bons d'emprunt à 8 %, puis leur rembourse cet argent sous forme de prêts sécheresse délivrés à 4,5 % !...

Cependant, il semble que d'une manière générale, ces mesures si elles n'empêchent pas l'élimination accélérée de la paysannerie pauvre, cherchent à préserver d'une disparition trop rapide une paysannerie moyenne, elle aussi déjà fortement éprouvée par la crise.

A cela, plusieurs raisons : d'abord sur le plan économique, l'industrie laitière et la production de viande en France sont encore trop dépendantes d'un très grand nombre de moyens éleveurs. Leur disparition à très court terme aurait de lourdes conséquences au niveau de l'approvisionnement des firmes et de l'organisation du marché.

Ensuite sur le plan politique, la majorité doit veiller au crédit qu'elle peut encore avoir dans les couches moyennes de la paysannerie. Il lui faut donc tenir compte, dans la perspectives des législatives, de son électorat de l'Ouest et du Nord-Est.



Après l'annonce des mesures qui classent leur département en zone 3, une foule de paysans en colère «bouscule» le préfet de la Loire.

LA SÉCHERESSE ET L'AGGRAVATION DE LA CRISE POLITIQUE À LA CAMPAGNE

Mais plus fondamentalement, la bourgeoisie sait que ce qui est en cause, c'est tout un modèle de collaboration de classe spécifique à la campagne. Il y a plus de vingt ans, l'impérialisme français devait prendre la mesure de l'essor du mouvement de libération des peuples et de la concurrence croissante que se livraient les impérialistes. La bourgeoisie n'avait plus toutes ses colonies pour supporter le poids d'une nombreuse paysannerie aux techniques arriérées, mais qui jusqu'ici lui avait servi — malgré quelques défaillances — de plus solide rempart contre les luttes de la classe ouvrière. Aussi, il lui fallut substituer à l'ancienne alliance de classe englobant presque toutes les couches de la paysannerie, une alliance plus sélective et compatible avec le développement rapide d'un puissant secteur agro-alimentaire.

Pour cela, il a fallu raviver la concurrence entre les paysans, abaisser ainsi la valeur de leur production en développant la mécanisation à un degré bien supérieur, en imposant la spécialisation seule capable de fournir un approvisionnement et des débouchés réguliers et stables pour les firmes agro-alimentaires. L'outil de cette politique de la bourgeoisie, ce fut le Crédit Agricole. C'est grâce à ces emprunts,

à cette époque assez largement ouverts, qu'une grande partie de la paysannerie moyenne s'est équipée, bouleversant les structures relativement figées à la campagne. Grâce à ces emprunts, le «progrès technique gage du progrès social» devait améliorer la condition des paysans, freiner la chute de ceux qui étaient en plus mauvaise posture.

Parallèlement à l'introduction massive de la mécanisation, la bourgeoisie a cherché, en réorganisant la profession, à trouver des points d'appui dans la paysannerie moyenne. Les multiples conseils d'administration des nombreux organismes financiers, fonciers, agronomes qui se sont créés, ont offert des sièges à ces nouveaux notables. Tandis que les postes de responsabilité dans le syndicalisme officiel, FNSEA mais aussi CNJA, constituaient un tremplin et l'aboutissement logique de leur engagement au côté de la politique gouvernementale.

Mais l'engagement sur la voie de la modernisation et de l'équipement loin de freiner le processus de différenciation au sein de la paysannerie moyenne n'a fait que l'accélérer — en même temps que condamner plus rapidement les paysans pauvres. Très

vite sont apparus les «laissés pour compte», paysans endettés jusqu'au cou qui s'apercevaient que, loin d'être parvenus à la situation d'«entrepreneurs dynamiques pleins de responsabilité» qu'on leur avait fait miroiter, ils étaient devenus de plus en plus dépendants des firmes, du crédit... Depuis les années 70, ces paysans ont eu souvent une place prépondérante dans les luttes qui se sont développées.

Tous les efforts qu'a faits la bourgeoisie depuis l'ouverture de la crise pour en faire payer les frais aux travailleurs, se sont durement répercutés sur la situation des petits paysans et aussi d'une frange importante de la paysannerie moyenne. L'inflation a doublé — quand ce n'est pas plus — leurs charges tandis que les firmes et les trusts desquels ils dépendent pour écouler leurs produits leur font payer tout le poids de leur restructuration ou de leurs difficultés.

Le fossé qui s'était creusé dans les années 50 et 60 entre les paysans pauvres traditionnels et la grande partie de la paysannerie engagée sur la voie de la modernisation s'est ainsi petit à petit comblé, ouvrant le chemin de la construction d'un véritable front des exploités à la campagne.

Et ce, d'autant plus que la bourgeoisie s'est engagée depuis quelques années à clarifier sa politique d'aide sélective de la paysannerie moyenne. Avec les plans de développement, les prêts spéciaux, la bourgeoisie va renforcer ses moyens de sélection, au détriment d'une importante partie de la paysannerie moyenne. C'est dans ce cadre, qu'il faut analyser les quelques mesures qu'a prises la bourgeoisie suite à la sécheresse. Rien ou tout au moins rien de significatif pour la paysannerie pauvre pour laquelle la bourgeoisie a depuis longtemps fait le choix de l'élimination. Une certaine «aide» pour la paysannerie moyenne durement touchée, pour celle qui sans doute n'aura pas droit aux «plans de développement» mais qu'il ne s'agit pas d'éliminer non plus trop brutalement.

Quoi qu'il en soit, les six milliards ne pourront constituer un frein à un processus qui semble irréversible, car c'est bien d'un aspect de la crise politique de l'impérialisme français qu'il s'agit. Ce qui est en cause, c'est l'incapacité de l'impérialisme français à répondre aux impératifs économiques qui lui commandent d'aller vite dans la restructuration de la production agricole tout en conservant un appui et un soutien parmi les masses paysannes. Ainsi, là encore, l'impérialisme français n'a plus les moyens de sa politique, la sécheresse ne fera que rendre cette vérité plus crue...